

***l'Anti*capitaliste**

n°476 | 16 mai 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

6 MOIS

DE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES



L'OPPOSITION À MACRON : NOS MOBILISATIONS

Dossier

**GILETS JAUNES: 6 MOIS
QUI ONT ÉBRANLÉ LA
MACRONIE** Pages 6 et 7

ÉDITO

Le glyphosate tue le vivant,
mais pas les scandales!

Page 2

PREMIER PLAN

France Télécom. Le management
capitaliste en procès

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Hong Kong. Les droits
démocratiques plus que jamais
menacés

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Noir c'est noir, une nouvelle
de Gérard Delteil

Page 12



Par COMMISSION NATIONALE
ÉCOLOGIE

Le glyphosate tue le vivant, mais pas les scandales !

Le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques chargé d'évaluer le glyphosate a suscité la polémique avant même sa sortie. Cédric Villani, vice-président de l'Office, a critiqué Pierre Médevielle, pour sa déclaration digne de Monsanto : « Le glyphosate est moins cancérigène que la charcuterie ». Fallait oser ! Pour ce sénateur UDI, le classement du glyphosate comme « cancérigène probable » établi par le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) en 2015, serait injustifié. Ajoutons que, non seulement le glyphosate est en cause, mais aussi le Roundup qui le contient avec des adjuvants dont la nocivité est au moins aussi importante. Mais là-dessus Pierre Médevielle ne dit rien, pas plus que sur l'ensemble des pesticides qui nous empoisonnent la vie. Comment accorder du crédit à des avis basés sur des études fournies par les industriels eux-mêmes ? Comment se fier à des recherches qui établissent que le glyphosate n'est pas plus déclencheur de cancers que d'autres produits ? Quel aveu ! Comment se fier à Monsanto, éblouissant par les scandales ? Les « Monsanto Papers », en 2017, ont prouvé que la firme avait cherché à influencer les médias et la recherche scientifique afin de minimiser ou de nier la toxicité du Roundup. Dernière révélation en date, le fichage de 200 responsables politiques, fonctionnaires, journalistes, scientifiques... selon leurs opinions sur le glyphosate : utile pour le lobbying ! Bayer, qui a racheté Monsanto, a les moyens de mettre en place des stratégies pour maintenir le doute parmi les scientifiques. Dans le *Monde selon Monsanto* (film et livre), Marie-Monique Robin a montré comment le Roundup rend malade et tue les sols, plantes, animaux et humains, car l'herbicide est partout, dans l'eau, l'air, la pluie, les sols, les aliments. Il est aussi un puissant perturbateur endocrinien dont on retrouve la présence dans les urines des pisses involontaires de glyphosate. Pourtant, ni l'UE ni Macron n'ont interdit le glyphosate. Bayer-Monsanto continue de faire des profits, l'agriculture industrielle continue d'empoisonner les paysans, les aliments et celles et ceux qui les consomment, l'environnement. Mettons fin à ce scandale !

BIEN DIT

Les artistes ne peuvent pas être du mauvais côté. Ils ne peuvent pas être du côté de la domination.

DANIÈLE SALLENAVE, écrivaine membre de l'Académie française et soutien du mouvement des Gilets jaunes, France Culture, 9 mai 2019.

À la Une

6 mois de mouvement des Gilets jaunes L'opposition à Macron : nos mobilisations

La campagne des élections européennes est donc lancée... de la pire des façons. Macron et les siens nous expliquent qu'ils veulent faire de cette élection un référendum anti-Le Pen, en mettant en scène l'affrontement supposé entre « progressisme » et « nationalisme », comme si la seule alternative se posait entre LREM et Rassemblement national. Ce faisant, la Macronie joue un jeu particulièrement dangereux et rend le plus grand des services à l'extrême droite, qui se réjouit d'ailleurs du cadeau qui lui est offert : passer pour la seule force d'opposition réellement crédible face à Macron.

Plutôt que d'un référendum anti-Le Pen, nous voudrions au contraire que les élections européennes soient l'occasion d'un référendum anti-Macron, contre son projet antisocial et liberticide, contre leur Europe des banques et des barbelés.

Contre Macron, le RN ne sera jamais une solution

La politique du gouvernement est en effet une catastrophe généralisée : maintien d'un haut niveau de chômage, offensive contre les services publics (notamment la SNCF, l'éducation, la santé...), fiscalité injuste, avec entre autres la suppression de l'impôt sur la fortune et les cadeaux aux grandes entreprises, attaques contre les retraites, réduction des cotisations sociales... Un chiffre parmi bien d'autres en dit long sur la situation : une personne sur cinq est frappée par la pauvreté, plaçant ainsi la France, 7^e puissance économique mondiale, au même rang que la Slovaquie et la Slovaquie... Marine Le Pen et le Rassemblement national veulent profiter de ce très fort rejet de la politique de Macron. Ils se prétendent antilibéraux et veulent apparaître comme un soutien aux classes populaires. Mais le programme du RN est en réalité opposé aux besoins de la population : il ne s'oppose pas du tout à la concurrence économique, aux privatisations... mais par contre combat les syndicats, la démocratie, l'égalité entre FrançaisEs et étrangerEs, entre hommes et femmes... Après avoir prétendu soutenir, pendant quelques semaines, le mouvement des Gilets jaunes, il y est aujourd'hui opposé, en tant



que parti de l'ordre, car la mobilisation conteste le système politique et économique, l'ordre social, et les violences policières. Malgré sa pseudo-modernisation et son discours faussement social, le RN reste le pire ennemi du monde du travail, des droits démocratiques.

Un vote anticapitaliste et internationaliste

Lors de ces élections européennes, le NPA appelle à voter pour la liste présentée par Lutte ouvrière, parce que nous estimons que cette organisation propose un programme anticapitaliste et internationaliste et défend les intérêts des classes populaires. Une singularité à gauche, puisque l'ensemble des autres organisations, même si nous nous retrouvons avec certaines d'entre elles dans les luttes contre les politiques de Macron, refusent de s'inscrire dans une logique résolument anticapitaliste et d'affirmer un point de vue internationaliste, avec notamment la défense de la liberté totale de circulation et d'installation et l'opposition aux

expéditions militaires et aux politiques impérialistes françaises et/ou européennes.

Cela n'élimine pas les nombreux désaccords que nous pouvons avoir avec Lutte ouvrière. En particulier, nous portons une critique bien plus forte de l'Union européenne, de ses institutions et de ses traités. Nous considérons en outre que les revendications écosocialistes, démocratiques, antiracistes, féministes et contre toutes les formes de discriminations, ne peuvent se dissoudre dans une campagne exclusivement articulée autour de la défense des travailleurEs contre le « grand capital ». Mais nous estimons que, dans une situation de confusion politique de laquelle l'extrême droite et le pouvoir envisagent, chacun à leur manière, de tirer les marrons du feu, il est important de faire entendre, autant que possible, une voix de rupture avec le capitalisme, pour une Europe des travailleurEs et des peuples, de la solidarité, contre celle du capital et de la mise en concurrence généralisée.

C'est dans la rue que ça se passe !

Au vu de l'urgence sociale et démocratique et de l'impossibilité de changer les institutions européennes de l'intérieur, nous demeurons cependant convaincus que ce sont bien l'expression de la colère sociale et la contestation, dans la rue, de ce pouvoir, qui restent la meilleure façon d'obtenir ce que nous voulons. Après avoir mis un rude coup à la SNCF et aux universités l'an dernier, le gouvernement poursuit en effet son offensive contre les services publics, malgré la forte déstabilisation et le changement de climat qu'a engendré le mouvement des Gilets jaunes. Il s'attaque ainsi à l'éducation avec la loi Blanquer, qui vise à décupler la sélection sociale de la maternelle au lycée, mais aussi au système hospitalier dans son ensemble, suscitant des résistances salutaires, comme dans les services d'urgences de l'AP-HP.

Le pouvoir veut également avancer sur l'augmentation de la durée des cotisations pour la retraite, la privatisation des aéroports, la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique, l'augmentation des frais d'inscription dans les universités, en commençant par ceux des étrangerEs. Avec la stratégie éculée d'attaquer chaque secteur l'un après l'autre, Macron et le gouvernement espèrent que les colères ne vont pas converger. Faisons-le mentir ! Il est temps de mettre un coup d'arrêt à cette casse sociale et de dégager Macron et un pouvoir au service des riches et des multinationales.

ALGÉRIE

« Une lutte interne au pouvoir qui n'engage pas les masses populaires à soutenir un camp contre un autre »

Entretien avec **Adlène Belhmer**, étudiant, militant du Parti socialiste des travailleurs.

L'actualité politique en Algérie a été marquée dernièrement par une série d'arrestations aussi bien d'anciens hauts gradés de l'armée que d'oligarques du cercle Bouteflika. De quoi ces arrestations sont-elles le nom ? Ces arrestations en cascade placent les blocs sociaux au pouvoir dans une logique de recomposition qui consacre le basculement du centre du pouvoir de la présidence incarnée par

Bouteflika vers l'état-major de l'armée. Le rapport de forces qui se cristallise en faveur d'Ahmed Gaïd Salah (AGS) se traduit par la mise sous écrou de tous ceux qui incarnaient le règne de Bouteflika et ceux qui étaient en connivence avec l'ancien patron des renseignements, Mohamed Mediene dit Toufik. Ce serait faire preuve d'une naïveté déconcertante de croire que l'appareil judiciaire qui s'est mis en branle n'obéit à aucun parti-pris. En réalité, il s'agit pour AGS d'assainir son blason tout en donnant l'image d'avoir répondu à la demande des protestataires qui réclamaient le jugement de la « Aissaba » (la bande). Le costume d'homme fort que se tisse

le chef d'état-major passe donc par le dépeçage de l'ancien bloc dominant.

Quels sont les motifs évoqués lors des arrestations ?

Formellement, les griefs portés contre les uns et les autres sont nombreux. Ainsi, pour l'ancien conseiller de la présidence et frère de l'ancien président, Saïd Bouteflika, comme pour les anciens généraux Toufik et Tertag, les chefs d'inculpation sont « complot contre l'autorité de l'État » et « atteinte à l'autorité de l'armée » (ce dernier grief ne figure pas dans le code pénal). Concernant le milliardaire Issad Rebrab il s'agit de « fausse déclaration relative aux

transferts illicites de capitaux de et vers l'étranger, surfacturation d'équipements importés et importation de matériels d'occasion, alors qu'il avait bénéficié d'avantages douaniers, fiscaux et bancaires ». Plusieurs chefs d'inculpation de même nature sont émis à l'encontre d'autres oligarques. La dernière en date à faire les frais de la justice est Louiza Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, parti trotskiste de tradition lambertiste, qui a d'abord été auditionnée autant que « témoin » avant sa mise sous mandat de dépôt. Ce qui est certain, c'est que, au-delà de l'aspect formel de la procédure, la cabale est motivée par un souci

Un monde à changer

LE TEMPS DES OTAGES, DES CENSEURS ET DES MENTEURS.

Le mot «otage» est certainement un de ceux qui est le plus utilisé dans la propagande gouvernementale par les temps qui courent. Les grévistes de la SNCF «prennent en otage» les usagerEs. Les enseignantEs en lutte contre Blanquer «prennent en otage» les élèves; les Gilets jaunes qui manifestent le samedi «prennent en otage» les commerçants...

La prise d'otages a connu une nouvelle extension lundi 14 mai au soir: une porte-parole de France 2 a ainsi cru bon de déclarer que des Gilets jaunes avaient «pris en otage l'antenne». Que s'était-il donc passé?

Aux Folies-Bergères à Paris, avait lieu la cérémonie des Molières, où sont chaque année décernées des récompenses à des pièces, auteurs et comédiens de théâtre. Une vingtaine de Gilets jaunes et d'intermittentEs ont débarqué sur scène et interrompu la cérémonie, s'adressant au ministre de la Culture, Franck Riester, pour dénoncer les coupes budgétaires dans la culture. «*Le Molière du déshonneur incontestablement et à l'unanimité du jury, il revient à M. Macron et son gouvernement. M. Franck Riester, nous vous remettons le Molière du déshonneur parce que vous participez à cette grande fête et, en même temps, vous coupez partout dans le budget de la culture*», a déclaré un des manifestantEs. «*Techniciennes, techniciens et artistes*

présents ce soir, ne nous regardez pas, rejoignez-nous, le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple», a lancé une autre manifestante.

Ils portaient une banderole sur laquelle était écrit «*Droits au chômage pour touTEs*» et sont ensuite sortis en traversant la salle et en scandant des slogans hostiles à Macron. *Le Figaro*, qui raconte cette soirée note que «*des applaudissements ont fusé dans la salle à plusieurs reprises et l'humoriste Blanche Gardin notamment s'est levée pour les applaudir*».

France 2, qui diffusait la soirée en différé, a coupé la séquence au motif de la prétendue prise d'otage de l'antenne. Mais qui prend l'antenne en otage? Celles et ceux qui défendent leurs droits et s'inscrivent à leur façon dans l'appel des 1400 acteurEs du monde de la culture comme Juliette Binoche, Emmanuelle Béart, Édouard Louis, Annie Ernaux... qui ont apporté leur soutien au mouvement des Gilets jaunes dans une tribune intitulée «*Gilets jaunes: nous ne sommes pas dupes!*»? Ou ces gestionnaires de médias qui censurent les Gilets jaunes et salissent la lutte sociale? Et qui, dans le même temps, laissent la libre-antenne aux mensonges de Macron, Castaner et autres. Le «service public» (dont la redevance payée par les citoyens assure les 3/4 des ressources) tient-il à rejoindre BFM dans le déshonneur?

FRANCE TÉLÉCOM Le management capitaliste en procès

À l'origine de cette hécatombe, une restructuration lancée en 2006, baptisée plan «NEXT» par la direction, qui fait directement suite à la privatisation et à l'introduction de l'entreprise en bourse. Objectif du plan: le départ de 22000 salariéEs sur les 110000 que comptait l'opérateur, et cela sans licenciement puisque la majorité des employéEs ont alors le statut d'agent public. 10000 «mobilités» étaient également prévues.

«Par la fenêtre ou par la porte»

Didier Lombard, le PDG de l'époque, annonce la couleur devant un parterre de dirigeants de l'entreprise le 20 octobre 2006: «*En 2007, je ferai [ces départs] d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la porte.*» Les cadres supérieurs sont donc invités à déployer des trésors d'inventivité pour pousser les travailleurEs à prendre la porte ou à sauter par la fenêtre, et une école de management est même créée à cet effet. Les récits des victimes de ces techniques sont hallucinants: certainEs salariéEs ont par exemple été abandonnés dans des bâtiments vides après que tout leur service ait déménagé sans les prévenir!

Résultat: les suicides de salariéEs, dont plusieurs dans les locaux de travail, se multiplient partout en France. Malgré de multiples alertes des comités d'hygiène, sécurité et des conditions de travail, des représentantEs syndicaux, de médecins

Soixante, c'est le nombre de salariéEs de France Télécom qui se sont suicidés entre 2006 et 2010, tandis que des centaines d'autres ont vu leur vie brisée par le burn-out et la dépression.



Photothèque Rouge / Drean

du travail, la direction poursuit son plan. Il faudra plusieurs dizaines de victimes – trente-cinq au cours des seules années 2008 et 2009 – et surtout la médiatisation de ce massacre pour que l'entreprise fasse partiellement marche arrière. Lombard quitte la direction générale du groupe en 2010 tandis que le plan NEXT est gelé.

Le patronat droit dans ses bottes

Dix ans de procédure ont été nécessaires pour que se tienne un procès,

puisque Sud-PTT a déposé plainte dès 2009, tandis que l'inspection du travail a transmis en 2010 un rapport au parquet caractérisant comme «*harcèlement moral*» et «*mise en danger de la vie d'autrui*» la politique mise en œuvre par la direction de l'entreprise. Sept anciens dirigeants, ainsi que la société Orange en tant que personne morale, comparaissent pour harcèlement moral devant le tribunal correctionnel de Paris depuis le 6 mai. Appelé à la barre, l'ancien PDG est resté droit dans ses bottes et n'a

pas manifesté le moindre regret. Didier Lombard a ainsi déclaré: «*Que les transformations imposées à l'entreprise n'aient pas été agréables, c'est comme ça, je n'y peux rien. Si je n'avais pas été là, ça aurait été pareil, peut-être même pire*», avant d'ajouter que les suicides étaient dus à une «*campagne médiatique*».

Élargir la brèche

Le procès va se poursuivre jusqu'au 12 juillet. Quelle qu'en soit l'issue, et malgré la faiblesse des condamnations potentielles, le chef d'inculpation d'homicide involontaire n'ayant pas été retenu, il représente une brèche dans la machine capitaliste. Pour la première fois en effet, une entreprise et ses dirigeants doivent répondre pénalement d'une politique visant à maximiser sa rentabilité. Il s'agit d'une (petite) remise en cause du pouvoir, conféré par le droit capitaliste du travail aux employeurs, de décider unilatéralement des «conditions de travail», c'est-à-dire de nos horaires, nos cadences, nos lieux de travail, etc. Agissons pour élargir cette brèche, pour que le procès du management capitaliste ne s'arrête pas à France Télécom mais puisse être mené partout, et qu'enfin les travailleurEs cessent de perdre leur vie à la gagner. S.P.

Le chiffre

1,25 milliard

C'est en euros le montant de l'amende dont devra s'acquitter, en Italie, le groupe de luxe français Kering (ex-Pinault-Printemps-Redoute), en raison de ses pratiques d'évasion fiscale. Selon Mediapart, le groupe aurait également pratiqué l'évasion fiscale en France, évitant de payer 180 millions d'euros d'impôts. Et pendant ce temps-là, François Pinault joue les généreux mécènes en «offrant» 100 millions pour la restauration de Notre-Dame. Une broutille...



Agenda

Samedi 18 mai, manifestation nationale éducation, Paris. Départ à 13h30 de Montparnasse.

Samedi 18 mai, manifestation des Gilets jaunes Acte 27, Paris.

18-19 mai, 3^e festival des Terres de Gonesse, Gonesse (95). Samedi 17h-23h, dimanche 11h-17h, concerts, tables rondes, marche... Triangle de Gonesse, près de la ferme de la Patte d'Oie, carrefour D902, D317, D84.

Lundi 20 mai, rassemblement «Relaxe pour Victor et Micka!», Nanterre (92). À 12h30, Université Paris 10, devant le bâtiment B, 200 avenue de la République à Nanterre, RER-A Nanterre-Université.

Vendredi 24 mai, manifestation «Grève mondiale pour le climat», Paris. À 13h, place de l'Opéra, métro Opéra.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Personne ne doit rentrer en Europe s'il n'y est pas invité.

NATHALIE LOISEAU, BFM-TV, 9 mai 2019.

«d'épuration» au profit d'AGS, dont l'ascendant hégémonique le place en tant qu'arbitre de ce qui, sous couvert d'une opération mains propres, vise en réalité à pérenniser le régime, alors que les masses manifestent chaque vendredi par millions pour son départ.

Le fait de passer les dignitaires du régime dans un tribunal militaire soulève de nombreuses interrogations chez les observateurs. Comme le souligne le journaliste Yassine Temlali: «*Il n'est pas illégitime de penser que l'implication de la justice militaire dans cette affaire vise à empêcher que l'éventuel procès des accusés ne révèle sur le fonctionnement du régime d'Abdelaziz Bouteflika des éléments trop embarrassants pour le régime de facto en place depuis sa destitution. Il n'est pas non plus illégitime de croire qu'un procès "maîtrisé", devant une cour martiale,*

permet d'éviter à deux anciens puissants généraux, Mohamed Mediene et Athmane Tartag, une humiliation publique qui peut provoquer des remous au sein de l'armée.» Ce à quoi la revendication «de procès diffusés publiquement» est clairement exprimée pour éclaircir tous les démêlés d'une telle cabale judiciaire.

Comment se sont exprimées les réactions des manifestants ce vendredi quant à ces arrestations?

Il faut peut-être souligner que la mobilisation est restée intacte malgré la chaleur et le mois du ramadan. Le pouvoir qui misait sur l'usure se trompe lourdement. Quant à la vague d'arrestations qui a rythmé l'actualité de la semaine, elles sont clairement désignées comme une lutte interne au pouvoir qui n'engage pas les masses populaires à soutenir un camp contre un autre. Par contre, et au-delà des



TIM HADDAD

arrestations, on a observé à travers les mots d'ordre le rejet des élections imposées pour le 4 juillet prochain comme de la solution constitutionnelle à laquelle nous convie le pouvoir de fait actuel. D'un autre côté, le mot d'ordre d'assemblée constituante

représentative des intérêts des masses populaires est largement exprimé. Le défi est de dépasser le stade du «dégagisme» abstrait afin de mettre en avant l'idée d'auto-organisation qui n'est encore que dans son état embryonnaire.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION Solidarité avec les lycéenEs de Mantes-la-Jolie!

Les images avaient fait le tour du web, avant d'être diffusées dans les grands médias. Des dizaines de lycéens agenouillés, les mains sur la tête ou attachées dans le dos, et ce commentaire d'un policier: «Voilà une classe qui se tient sage». Une scène d'humiliation, tournée le 6 décembre à Mantes-la-Jolie, après l'interpellation de 151 lycéenEs, en pleine mobilisation contre Parcoursup et la réforme du bac. Une quarantaine de familles ont, depuis, porté plainte, et les premières auditions à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) ont débuté.

Le degré de répression inouï contre le mouvement des Gilets jaunes avait fait oublier à certains la violence de l'humiliation des lycéenEs de Mantes-la-Jolie. Mais le début des auditions des jeunes par l'IGPN, le 13 mai, est l'occasion de remettre ce scandale sur le devant de la scène.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

«La vidéo est atroce, mais ça ne s'arrête pas là»

Car ce qui s'est passé ce jeudi de décembre à Mantes-la-Jolie est rien moins qu'un scandale, une spectaculaire expression de la violence des pratiques policières dans les quartiers populaires, doublée d'une volonté de briser toute velléité de mobilisation lycéenne à l'heure où le gouvernement, quelques jours après les scènes d'émeute sur les Champs-Élysées le 1^{er} décembre, était pris de panique. Le 6 décembre, les lycéenEs de Mantes ont subi la violence et les outrages de flics qui se croient tout permis, à raison, de leur point de vue, tant ils ont carte blanche de la part de leur hiérarchie. Des lycéenEs humiliés et violentés dans la rue, mais aussi au commissariat, comme l'a rapporté aux Inrocks l'une des parents d'élèves mobilisés: «La vidéo est atroce, mais ça ne s'arrête pas là. Ensuite, pendant leurs gardes à vue, des coups ont été portés, des insultes racistes proférées, et sexistes aussi, car il y a des filles qui ont été arrêtées. L'important c'est l'aspect humain. Il y a un traumatisme sérieux. Ils n'ont pas découvert les violences policières, mais ils ont subi une tentative d'humiliation collective. C'est tout un quartier qu'on a agenouillé.»

Une scène devenue symbole

On se souvient que, dans les jours et les semaines qui ont suivi, cette scène était devenue un symbole, «rejouée» par de nombreux manifestantEs aux quatre coins de la France, agenouilléEs pour exprimer leur solidarité. On se souvient aussi que du côté du pouvoir et de ses soutiens, on avait tenté de justifier l'injustifiable, comme un prélude à l'enchaînement, depuis décembre, de mensonges d'État et de déclarations de soutien aux flics coupables des pires exactions. Exemple parmi d'autres avec Castaner: «Les images sont dures mais il est important de les replacer dans un contexte. Ce ne sont pas des mouvements de lycéens mais des violences urbaines.»

Des plaintes ont été déposées pour «violences sur mineurs de moins de 15 ans», «actes de torture et de barbarie sur mineurs», «violation des libertés individuelles» et «diffusion illégale d'images de personnes». La police et la justice ne sont bien sûr guère promptes à faire avancer les choses, contrairement à ce qui se passe lorsque ce sont des Gilets jaunes – ou des jeunes des quartiers – qu'il s'agit d'incriminer et de condamner. C'est pourquoi la solidarité avec les jeunes du Mantois doit continuer de s'exprimer, comme cela a déjà été le cas lors d'un meeting le 11 mai et d'un rassemblement le 13 mai, afin que la loi du silence ne s'impose pas une fois de plus.

J.S.

Les mensonges du gouvernement

Dans un entretien au Parisien le 8 mai dernier, Darmanin claironnait: «Plus de 95% des contribuables paieront moins d'impôts». Une fake news de plus pour cet habitué du mensonge, qui avait osé dire le 19 mars dernier sur LCI: «Aujourd'hui, le mouvement des Gilets jaunes a détruit plus d'emplois, et il a détruit plus de richesses que la plupart de ce que nous avons connu depuis les dix dernières années, des manifestations, des contestations, des crises économiques, c'est quand même un scandale absolu».

En réalité, en évoquant les baisses d'impôts, Darmanin parle uniquement de la minorité de foyers (45%) qui paient l'impôt sur le revenu, et qui seront concernés par la baisse de cet impôt annoncée par Macron le 25 avril dernier en clôture du «Grand débat». Autrement dit, pour répondre aux Gilets jaunes, Macron a choisi de baisser l'impôt le plus juste, c'est-à-dire celui qui frappe davantage les plus riches en proportion de leurs revenus et qui épargne la moitié la plus pauvre de la population!

Pouvoir d'achat en baisse

Pour financer ce cadeau aux plus aisés, Darmanin annonce qu'il faudra réduire les dépenses publiques et mettre en place «des réformes comme celles de la fonction publique, de l'assurance chômage, de l'audiovisuel public ou encore des mesures qui incitent à travailler plus longtemps nous permettront de ne pas creuser le déficit». Et pour couronner le tout, il annonce également la suppression de la taxe d'habitation pour les 20% des ménages les plus aisés qui la paient encore. Autrement dit, après les concessions de décembre dernier où Macron a vraiment eu peur, le gouvernement maintient son véritable cap: faire des cadeaux aux plus riches et démanteler les acquis sociaux.



DR

Face à un gouvernement qui n'a rien à envier à Trump dans le domaine de la «post-vérité», il est important de rétablir les faits. En décembre 2017, l'Insee avait osé affirmer que les mesures du budget 2018 allaient baisser le pouvoir d'achat début 2018, et le gouvernement avait alors attaqué l'institut. Depuis, les faits ont entièrement donné raison à l'Insee, puisque le pouvoir d'achat a baissé de 0,6% début 2018... Dans une toute récente étude¹, l'Insee établit que les mesures fiscales du gouvernement ont eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages entre janvier et octobre 2018: les légers gains liés à la bascule des cotisations

vers la CSG sont inférieurs aux pertes liés à la hausse des taxes sur l'essence. Surtout, ces hausses de taxes ont frappé davantage les ménages les plus pauvres, surtout dans la ruralité. Et même si le gouvernement a suspendu en 2019 les hausses de taxes sur l'essence, ce n'est pas le cas des autres taxes sur la consommation (comme celles sur le tabac) ou des tarifs réglementés (hausse de 6% du tarif EDF en juin).

Augmentation du coût d'une vie décente

Il est important de ne pas fétichiser l'indicateur officiel du pouvoir d'achat (revenu disponible moyen des ménages déflaté par l'indice

moyen des prix à la consommation). D'une part, il faudrait distinguer les dépenses «contraintes» (loyers, alimentation, transports, carburant, santé...) et les dépenses «compressibles» (loisirs, restaurants...). On s'apercevrait alors que la part des dépenses contraintes est beaucoup plus forte chez les plus pauvres, et donc que les inégalités sont beaucoup plus fortes que ce qu'indiquent les indicateurs officiels si on excluait ces dépenses très peu compressibles. D'autre part, une étude de l'Institut de recherches économiques et sociales² montre que le coût des budgets types (panier de consommation permettant à une famille avec enfants de vivre décemment) élaborés par l'Union nationale des associations familiales a augmenté deux fois plus vite que l'indice des prix à la consommation de l'Insee sur la période 2010-2018. Autrement dit, le coût d'une vie décente augmente bien plus vite que ce qu'indique l'indice de prix officiel à partir duquel l'Insee calcule l'évolution du pouvoir d'achat. Jusqu'au début des années 1980, la CGT construisait et médiatisait un indicateur fondé sur les budgets types: elle y a malheureusement renoncé...

Gaston Lefranc

1 – <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3745459>2 – http://www.ires.fr/images/Publications/Eclairages/Eclairages-14_P_Concialdi_VF.pdf

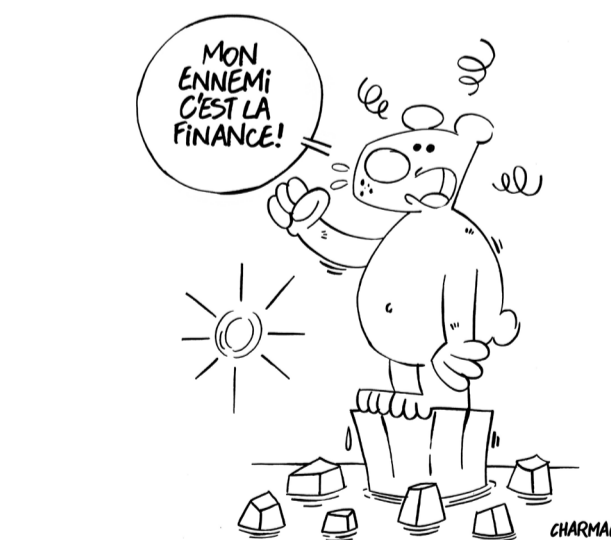
PLAN BIODIVERSITÉ Macron fait du surplace

Il aura suffi que l'IPBES* dise qu'un million d'espèces animales et végétales (1 sur 8) sont menacées d'extinction à brève échéance, pour que Macron communique et dégage un «plan pour sauver la biodiversité».

Personne n'a oublié que, lors de sa conférence de presse du 25 avril, Macron n'a ni évoqué l'écologie ni même prononcé le mot «biodiversité». Un détail qui n'arrête pas le «roi de la Terre» toujours prêt à faire miroiter des promesses, surtout en période électorale. Mais qui peut y croire?

Macron, roi du recyclage!

Rien de nouveau dans ses déclarations. Le «100% de recyclage du plastique» dont la pollution a été multipliée par dix depuis 1980, a déjà été promis en août 2018. L'élimination des «emballages problématiques» est prévue dans le pacte signé en février 2019 avec la grande distribution. La «baisse de 50% de l'utilisation des produits phytosanitaires d'ici 2025» a été formulée dans les plans Ecophyto de 2007 et de 2018, avec la réusite que l'on connaît! Cela alors qu'environ 300-400 millions de tonnes de métaux lourds, solvants, boues toxiques et autres déchets issus des sites industriels sont déversés chaque année dans les eaux du monde, que les engrais qui arrivent dans les écosystèmes côtiers ont produit plus de 400 «zones mortes» dans les océans.



La «lutte contre le gaspillage alimentaire», déjà l'objet d'une loi qui oblige à donner aux associations les surplus alimentaires, ne sera renforcée d'aucune mesure concrète.

Quand c'est flou...

Macron promet de «réviser les aides fiscales et budgétaires» et «de compléter le plan biodiversité de Hulot de 2018», sans aucune précision. Il prévoit «l'extension des aires maritimes et terrestres protégées» (respectivement de

22% et 21%), qui passeraient à 30% d'ici 2022. Mais la plupart de ces espaces n'ont toujours pas de vrai plan de gestion avec des moyens pour le mener.

De plus, les annonces de Macron contredisent le texte voté au Sénat en avril dernier qui, s'il est adopté, confierait aux Fédérations de chasse la gestion de réserves naturelles nationales, et des réserves nationales de la chasse et de la faune sauvage, aujourd'hui sous la responsabilité de l'État. Macron cajole les chasseurs...

La biodiversité n'est pas compatible avec le système

Macron veut enrayer l'artificialisation des terres. Chiche! Qu'il stoppe les projets inutiles et destructeurs: les projets autoroutiers (Rouen, Stasbourg...), le complexe Europacity au nord de Paris, le bétonnage de la côte prévu à Fréjus, le remplacement du transport des primeurs, par train Perpignan-Rungis, par 25 000 camions... Qu'il signe l'arrêt du projet de mine d'or en Guyane, des importations d'huile de palme de la raffinerie Total de La Mède (Bouches-du-Rhône)... Fidèle serviteur des grands groupes du BTP, de l'énergie et des banques, il ne mettra jamais à contribution les profits pour enrayer la chute de la biodiversité. Nul besoin d'un opportuniste de plus! Ne comptons que sur nos collectifs de lutte pour imposer l'arrêt du saccage de la Terre. Servons-nous des réflexions et des expériences menées, appuyons-nous sur les mobilisations de plus en plus nombreuses dans le monde, amplifions-les, faisons-les converger pour sortir du système capitaliste responsable de la crise écologique majeure.

Commission nationale écologie

1 – Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

HONG KONG Les droits démocratiques plus que jamais menacés

Hong Kong a été rétrocédée à la Chine en 1997, sur la base de la déclaration sino-britannique de 1984, fondée sur le principe « un pays, deux systèmes » : l'ancienne colonie, devenue une Région administrative spéciale (RAS), bénéficie d'un haut degré d'autonomie, continuant à vivre sous la Basic Law (Constitution) en vigueur et gardant de nombreux droits spécifiques, y compris dans ses rapports internationaux. En 2017, Xi Jinping a unilatéralement dénoncé cet accord, jugeant qu'il n'était « plus pertinent », n'avait « plus aucune signification concrète » et « pas du tout de force obligatoire ».

Nouveau tournant qualitatif

Depuis, la mainmise du Parti communiste chinois sur le territoire n'a cessé de se renforcer. Récemment, et pour la première fois, un petit parti a été interdit, puis des personnalités en vue ont été condamnées « pour l'exemple » à de la prison ferme du fait de leur association avec la grande mobilisation démocratique de 2014 (la « Révolte des parapluies »). La solidarité envers les luttes ouvrières en Chine, menée par des associations basées à Hong Kong, est criminalisée. Aujourd'hui, Pékin demande au gouvernement de la Région administrative spéciale d'adopter une loi qui faciliterait considérablement l'extradition du territoire vers la Chine continentale. Pour l'heure, Hong Kong ne dispose de traités d'extradition qu'avec une vingtaine de pays – et ne concernant ni la Chine, ni Taïwan, ni Macao.

Un projet de loi est déposé, autorisant l'extradition vers le continent de toute personne se trouvant à Hong Kong, sur demande des autorités chinoises. Son adoption signifierait que la population locale vivrait dorénavant sous la menace permanente d'une répression arbitraire. Les réseaux civiques ou politiques, locaux ou régionaux, seraient, entre autres, particulièrement concernés par cette menace.



DR

L'adoption d'une telle loi représenterait un nouveau tournant qualitatif, les services secrets chinois n'ayant plus à enlever des citoyens de Hong Kong pour les exfiltrer sur le continent, comme cela a été le cas pour des libraires et éditeurs. L'extradition, légalement sanctionnée, menacerait quiconque déplairait à Xi Jinping, alors que les lois continentales sont écrites de façon à autoriser l'arbitraire. Les dissidences civiques, politiques ou religieuses sont, si nécessaire, qualifiées crimes de droit commun.

Mobilisation pour l'abandon du projet de loi

Le gouvernement de Hong Kong cherche à calmer les inquiétudes des milieux d'affaires : la « communauté d'affaires » détient en effet treize sièges décisifs au Parlement, le territoire étant l'une des principales places financières internationales. Pour cela, il exclut par exemple de la loi sur l'extradition les crimes dits de « cols blancs », dont l'évasion fiscale ; mais personne ne croit en sa capacité à résister aux ordres de Pékin pour

garantir les libertés démocratiques des gens ordinaires...

Cette loi est véritablement une épée de Damoclès ; elle soumettrait la population à un état d'insécurité permanent. Elle vise toutes celles et ceux qui se trouvent dans le territoire, les étrangers aussi bien que les Chinois. La précision est importante. Bien des réseaux militants régionaux sont basés à Hong Kong, ainsi que des associations de migrantEs, regroupant notamment des travailleuses domestiques venues d'Indonésie, des Philippines... L'annonce du projet de loi a déclenché les plus grandes manifestations de protestation depuis cinq ans. Le 28 avril, quelque 130 000 personnes sont descendues dans la rue, selon les organisateurEs. Les manifestantEs réclamaient l'abandon du projet de loi, ainsi que la démission de Carrie Lam, la cheffe de l'exécutif en poste depuis moins de deux ans, dénoncée pour sa proximité avec Pékin.

Il importe de prendre la mesure de ce qui se passe à Hong Kong et de l'importance des enjeux présents. En affirmant notre solidarité avec les résistances en cours et en se préparant à défendre celles et ceux qui sont et seront menacés de répression pour leurs engagements démocratiques.

Pierre Rousset

VENEZUELA Nouvel échec d'un coup de force précipité de Guaido

Guaido, le « président » choisi par Trump et autoproclamé depuis fin janvier, a tenté un nouveau coup de force le 30 avril dernier. Après avoir « libéré » le leader de son parti Voluntad Popular, Lopez, ex-putchiste de 2002 prisonnier à domicile, il a lancé devant la caserne militaire de la Carlota à Caracas un appel à « l'insurrection finale ».

Entouré de plusieurs dizaines de membres de la Garde nationale « mutinés » Guaido a demandé au peuple vénézuélien de descendre en masse dans la rue pour le soutenir et partir à l'assaut de Miraflores, le palais présidentiel de Maduro. Bien entendu, il a immédiatement été soutenu par des communiqués de la Maison Blanche et du gouvernement colombien, entre autres. Mais ce nouveau coup a fait long feu. Une fois de plus, aucun haut gradé des forces armées bolivariennes ne l'a rejoint, aucun régiment ne s'est mutiné et les quelques milliers de manifestants pro-putschistes qui s'étaient massés devant la caserne de la Carlota ont été repoussés vers les beaux quartiers d'Altamira, tout proches. Guaido s'est éclipsé et Lopez s'est réfugié à l'ambassade du Chili, puis dans celle d'Espagne. Le lendemain, les manifestations du 1^{er} Mai convoquées par le PSUV, les syndicats et associations liées



Guaido, WIKIMEDIA COMMONS

au bolivariisme ont été les plus massives depuis plusieurs années.

Maduro s'affaiblit néanmoins

Maduro ne devrait pourtant pas en sortir très renforcé. En fait, il apparaît de plus en plus fragile et bénéficie surtout des divisions de

l'opposition et de l'incapacité de cette dernière à apparaître autrement que comme un agent direct des États-Unis et de Trump. Guaido et Lopez semblent s'être lancés dans cette tentative de putsch de façon précipitée pour devancer d'autres secteurs de l'opposition qui étaient

en pleines négociations secrètes avec des membres des forces armées et du gouvernement de Maduro. Leur échec du 30 avril ne les empêchera pas de renouveler leur tentative, pas plus qu'il n'empêchera de nouvelles négociations souterraines ou la préparation – toujours en option – d'interventions extérieures.

Car, sur le fond, Maduro et son équipe ne résolvent en rien la crise que subit le peuple vénézuélien. Ils ont bien lancé le week-end dernier une grande opération de « dialogue et de rectification » avec le peuple, mais sans rien proposer pour réellement améliorer les terribles conditions de vie et en se gardant bien de laisser de l'espace aux secteurs « critiques » qui, tout en s'opposant sans aucune ambiguïté au putschisme et aux plans de l'impérialisme et de la réaction bourgeoise, affirment la nécessité d'en finir avec la corruption, la bureaucratie et d'imposer un plan d'urgence sociale.

C'est ainsi que le gouvernement Maduro continue de bloquer au Venezuela le site internet unitaire d'Aporrea qui, depuis 17 ans, ouvre ses colonnes à la défense des acquis du processus bolivarien comme à la dénonciation de leur abandon. Mais ce n'est pas en multipliant les discours ronflants et en bâillonnant les critiques populaires que Maduro trouvera la force de déjouer les prochains coups et manœuvres de la droite et de l'impérialisme.

Fabrice Thomas



Le monde en bref

États-Unis. Riot Games : pas la pointe de la modernité, mais l'épine de la lutte ?

Riot Games, c'est la maison d'édition de l'un des plus gros jeux compétitifs en ligne (100 millions de joueurs réguliers), avec ses locaux bordés de verdure, bâtiments modernes, espaces de coworking, relaxation et massage. Tout semble taillé sur mesure pour le bien-être de l'employéE. Loin des usines, des chaînes, des pressions et des petits chefs, mais surtout des syndicats. Tous y sont des passionnéEs, l'enchantement c'est d'abord travailler sans compter ses heures. Mais les meilleurs postes et salaires sont voués aux hommes se réservant la possibilité d'écraser les femmes refusant leurs avances. Que du bonheur pour les hommes de pouvoir de l'entreprise. Là-bas, les femmes ne peuvent être des salariées à part entière. Elles ne sont passionnées par les jeux que « pour se rendre intéressantes » et de toute façon n'y sont pas aussi fortes que les mecs : un genre de connerie extrêmement répandu dans l'univers du jeu vidéo compétitif.

Alors contre ça, à la suite d'une tentative d'enterrement de plusieurs dépôts de plainte pour sexisme et harcèlement sexuel, 150 employéEs (sur 2500) de Riot Games en Californie ont fait grève la semaine dernière. Dans une entreprise à 80 % masculine, pas simple de se faire entendre. Pourtant, malgré les menaces de sanction et hors cadre syndical, elles et ils se sont réunis en AG et ont pris la parole, montrant une volonté de ne pas se laisser faire et ont été suivis quelques jours plus tard au studio de Dublin. Petite grève mais couverture internationale pour un problème mondial. Même au pays des toboggans, la révolte contre cette société fait rage et pas d'autre choix que de s'y coller.



DR

Israël. Appel au boycott de l'Eurovision.

Comme un démenti cinglant à ceux qui nous répètent à l'envi que « la culture, ce n'est pas politique » et que les appels au boycott de l'Eurovision en Israël (14-18 mai) sont injustifiés, l'audiovisuel public israélien Kan a diffusé, le 10 mai, un clip de promotion de l'événement dans lequel est célébrée « Jérusalem, notre capitale bien-aimée ». Le spot de propagande de 4 minutes s'ouvre par cette phrase : « Nous savons que vous avez entendu dire que nous sommes un pays de guerre et d'occupation, mais nous avons tellement plus à offrir ». Et le clip de célébrer, sur un ton qui se veut humoristique, l'État d'Israël, ce « petit pays qui a une grande fierté », « la terre du lait et du miel », et autres fadaïses.

France Télévisions, qui diffusera l'Eurovision, n'en démord pas : « La musique, qui n'a pas de frontière, en est son essence, avec pour ambition universelle le dialogue entre les peuples, l'ouverture et le vivre-ensemble. » Lorsque l'on sait que Benyamin Netanyahu lui-même avait félicité l'israélienne Netta Barzilai, gagnante de l'Eurovision 2018, pour avoir « accompli un travail exceptionnel en matière de relations extérieures », on ne peut qu'être d'accord avec la centaine d'artistes et de créateurEs qui ont signé, en France, un appel au boycott de l'Eurovision : « Nous, artistes et travailleurEs culturels français qui signons cet appel, n'irons pas à Tel Aviv blanchir le système de discriminations légales et d'exclusion qui y sévit contre les Palestiniens, et nous appelons France Télévisions et la délégation française à ne pas servir de caution au régime qui envoie ses snipers tirer tous les vendredis contre les enfants désarmés de la marche du retour à Gaza. Un divertissement qui se respecte ne se joue pas en terre d'apartheid. Nous ne l'aurions pas accepté pour l'Afrique du Sud, nous ne l'accepterons pas pour Israël. »



GILETS JAUNES SIX MOIS QUI ONT ÉBRANLÉ LA MACRONIE

**UN MOUVEMENT QUI MARQUERA DURABLEMENT
LA SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE**

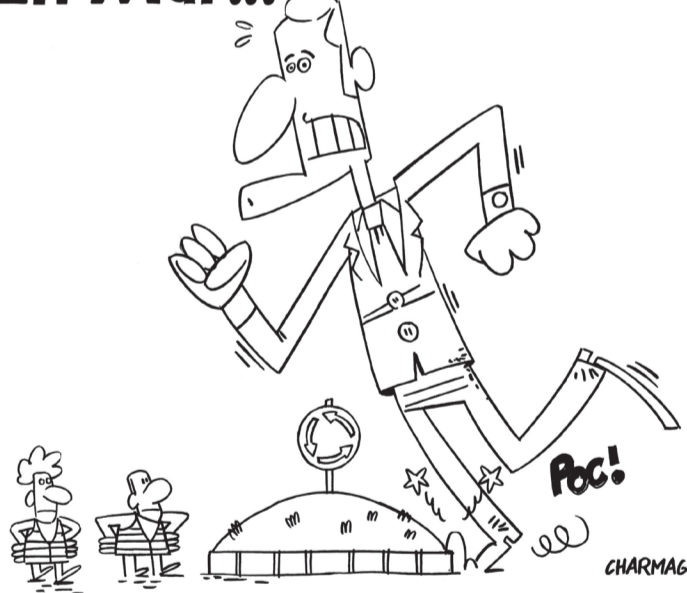
Le 18 mai sera le jour de l'Acte 27 des Gilets jaunes, qui correspondra au franchissement, par le mouvement, du cap des 6 mois de mobilisation. 6 mois durant lesquels, semaine après semaine, et ce malgré les pronostics d'« essoufflement », la répression policière et les manœuvres de Macron, le mouvement s'est installé et imposé comme un fait social et politique majeur, qui a profondément déstabilisé le bel édifice macronien... et le mouvement ouvrier.

Triple révélateur

Le mouvement des Gilets jaunes a joué, à bien des égards, un rôle de révélateur, au sens photographique du terme. Révélateur, tout d'abord, par la soudaine irruption, sur la scène de la contestation des politiques gouvernementales, des fractions des catégories populaires peu habituées à se mobiliser et à revendiquer dans l'espace public, d'une colère massive contre une politique globalement perçue comme injuste, doublée d'un sentiment (légitime) de relégation territoriale, lié notamment à l'augmentation continue des distances à parcourir pour aller ou boulot, accéder aux services publics ou tout simplement faire ses courses.

Révélateur, ensuite, du caractère contradictoire de la situation politique et sociale, avec d'une part un rapport de forces global dégradé, en défaveur de notre camp, un recul et une paralysie des organisations traditionnelles, et un affaiblissement de l'identité de classe (entendue comme une condition et une force collectives) mais, d'autre part, la possibilité d'explosions sociales, dans un contexte de crise continue du

En Mar...



système capitaliste et de gestion néolibérale de cette crise, génératrice de toujours plus de pauvreté, d'inégalités, de précarité et de peur du déclassement.

Révélateur, enfin, de la nature profonde du pouvoir macronien, dont la violence des politiques néolibérales n'a d'égal que le mépris contre les catégories populaires, et qui n'a pas hésité, face à l'extension de la contestation, à recourir à des méthodes répressives inédites depuis des décennies. Une escalade autoritaire qui n'est pas un accident de parcours mais un élément structurant du macronisme, qui intègre nécessairement une dimension ultra-répressive dans la mesure où la faiblesse de sa base sociale et son aversion pour les « corps intermédiaires » ne peuvent lui permettre d'établir une quelconque hégémonie.

Retour de la question sociale

Six mois après le 17 novembre, premier Acte d'une mobilisation qui a pris de court l'ensemble du mouvement ouvrier – y compris le NPA –, suscitant méfiance, voire défiance au sein de ce dernier, le mouvement des Gilets jaunes peut se targuer, même s'il est loin d'avoir obtenu une réelle victoire sur ses revendications, d'avoir contraint Macron à des reculs, notamment sur l'augmentation de la taxe sur les carburants et sur la CSG des retraités. Mais la principale victoire du mouvement est d'avoir su imposer, dans le paysage politique, un « retour de la question sociale », qu'il s'agisse des salaires et des revenus, des services publics ou de la nécessaire transition écologique. Un retour de la question sociale qui a pu jouer le rôle d'encouragement aux luttes, comme dans

ces nombreuses entreprises où des grèves ont été organisées pour obtenir la « prime Gilets jaunes » concédée par Macron en décembre. Les questions démocratiques continuent d'être elles aussi sur le devant de la scène, qu'il s'agisse du contrôle sur les élus, de la nécessité de structures permettant à la population de s'emparer des discussions la concernant, ou plus généralement des institutions antidémocratiques de la 5^e République, même si le mouvement, dans son ensemble, ne se distingue pas par sa structuration démocratique et que la revendication du RIC est posée, par certaines franges des Gilets jaunes, comme une solution miracle alors qu'elle est loin d'être autosuffisante.

Ce retour des questions sociales et démocratiques n'a cependant pas, à l'heure actuelle, débouché sur des victoires majeures, et le gouvernement entend bien poursuivre ses projets destructeurs. Mais force est de constater que le pouvoir n'a pas réellement repris la main, et que l'instabilité et la confusion demeurent au sommet de l'État, avec des crises et des départs à répétition et une légitimité considérablement et durablement, voire définitivement, érodée. On peut affirmer sans exagération que le mouvement des Gilets jaunes a provoqué un changement de climat majeur, qu'il va marquer durablement la situation politique et sociale, et que la plupart de ses effets, et de ses répliques, sont devant nous. Autant de leçons à tirer, de débats à mener, de perspectives à tracer et d'initiatives à prendre et à soutenir pour envisager la nécessaire construction d'une mobilisation de masse qui aille jusqu'au bout.

Julien Salingue

GILETS JAUNES ET MOUVEMENT UNE HISTOIRE COMPL

L'irruption des Gilets jaunes à l'automne 2018 a été une expression des effets contradictoires des défaites du mouvement ouvrier contre les lois travail 1 et 2, et lors de la grève des cheminotEs. Contradictoire, parce que ces mobilisations réitérées, en dépit des échecs, ont tracé dans les consciences un sillon de rejet profond des politiques libérales dont elles avaient décrit les causes et les effets sous tous leurs aspects, à travers les prises de parole de grévistes. On se souvient que, pendant quasiment toutes ces séquences de mobilisation, qui sont pourtant restées très minoritaires en nombre de grévistes, de très grosses majorités de personnes, interrogées dans les sondages d'opinion, réaffirmaient mois après mois leur soutien aux revendications. Mais les défaites de ces grèves, du fait, entre autres, du refus des directions syndicales de chercher à construire un véritable affrontement avec le pouvoir, n'ont pas permis de renouer avec la confiance dans des combats de classe victorieux.

Une méfiance réciproque

Du coup, les formes inédites, aussi bien pour la formulation des revendications, initialement centrées autour d'un « ras-le-bol fiscal », que pour les voies de mobilisation, via les réseaux sociaux et les ronds-points, ont fortement percuté et déstabilisé les militantEs et les organisations du mouvement ouvrier. D'autant que parmi les figures médiatisées des Gilets jaunes ont d'abord émergé des petits patrons (Julien Terrier en Isère) ou des hommes à la bio plombée par leurs liens avec l'extrême droite (Benjamin Cauchy), voire ex-candidat FN aux propos islamophobes comme Christophe Chalençon. Chez ces figures revenait la défiance à l'encontre des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, au point que l'un d'entre eux, Jason Herbert, a été écarté après la « révélation » de son affiliation à la CFDT ! De quoi nourrir, en miroir, la défiance des organisations du mouvement ouvrier.

Si l'ensemble de celles-ci ont exprimé leurs réserves de manière réflexive face au contenu de certaines publications des Gilets jaunes relayées par le Rassemblement national ou par un Wauquiez

enfilant un gilet, certaines se sont mises à construire une opposition Gilets jaunes/mouvement ouvrier. Ainsi Philippe Martinez, dans *Paris-Match* le 16 novembre, expliquait qu'il était « impossible d'imaginer la CGT défilant à côté du Front national » et que « des grands patrons soutiennent le mouvement », en citant Michel-Edouard Leclerc, opposant les revendications des Gilets jaunes de « suppression des taxes » avec celles des salariéEs (augmenter les salaires). Ces théorisations d'une opposition, renforcées par les condamnations des « violences » au début du mois de décembre ou l'appel, le 1^{er} décembre, à manifester de République à Bastille alors que les Gilets jaunes voulaient aller à l'Élysée, ont structuré, pour beaucoup de militantEs de la CGT et au-delà, une extériorité avec ce mouvement social.

Des convergences par en bas

Pourtant, dès le début des occupations de ronds-points, des syndicalistes sont allés discuter avec les Gilets jaunes. Solidaires a, dès le 27 novembre, pris une position de solidarité avec le mouvement : « Nous participerons à nouveau avec nos chasubles syndicales à la manifestation des Gilets jaunes prévue ce samedi à Paris car nous pensons que la place des militantEs est à côté de ceux qui luttent ». Ce qui ne s'est malheureusement pas traduit par une présence militante massive. Ce mouvement s'est néanmoins amplifié dans les manifestations, où il est rapidement apparu que des salariéEs de la SNCF, d'Ehpad, d'entreprises sans organisations syndicales, enfilant des gilets jaunes. Des unions locales, comme à Tourcoing ou Martignes, se sont ouvertes pour permettre aux Gilets jaunes d'organiser des discussions et des assemblées. Des unions départementales comme celles de Haute-Garonne, de Paris ou du Val-de-Marne, ont appelé aux différents « actes » et organisé des actions communes de blocage de plateformes logistiques, de dépôts pétroliers, de grandes surfaces. Dans les manifestations, militantEs et Gilets jaunes ont fait face ensemble aux violences policières et aux gardes à vue. Des actions importantes dans la mesure où elles créent des cadres de discussions et d'actions à travers lesquels se tissent des relations de confiance. Mais ces relations



**NT SYNDICAL:
TIQUÉE****SIX MOIS D'UNE RÉPRESSION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE INÉDITE**

Les chiffres donnent le tournis : un décès (Zineb Redouane, le 1^{er} décembre) à Marseille, atteinte par une grenade lacrymogène tirée par la police alors qu'elle se trouvait à sa fenêtre), plus de 2500 blessés parmi les manifestantEs, dont 284 blessures à la tête, 24 personnes éborgnées, 5 mains arrachées, 12000 interpellations, près de 11000 gardes à vue, plus de 2000 condamnations, dont 40% de peines de prison ferme, et des centaines de procédures toujours en cours. Pour le dire sans détour : une répression d'une ampleur inédite. Si nul n'avait imaginé que le mouvement des Gilets jaunes se poursuivrait 6 mois après le 17 novembre, le moins que l'on puisse dire est que personne n'aurait davantage pu prévoir l'ampleur prise par la répression policière et judiciaire. Et si les Gilets jaunes sont en première ligne, c'est en réalité l'ensemble de la contestation sociale qui est visée, comme l'a confirmé, à celles et ceux qui refusaient encore de le voir, le déroulement du 1^{er} Mai à Paris : une ville en état de siège, 18000 contrôles préventifs, 300 interpellations, des cortèges syndicaux chargés et gazés par la police, une nasse géante pour des milliers de manifestantEs, le mensonge d'État sur la Salpêtrière, etc.

**VIOLENCE DES
GILETS JAUNES****Violence et mépris**

En quelques mois, ce sont – entre autres – le Défenseur des droits, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe et l'ONU qui se sont inquiétés des violences policières et des restrictions des libertés publiques. Des condamnations unanimes, également venues d'ONG et d'associations des défense des droits humains, de syndicats de magistrats, et même de syndicats de policiers. Des condamnations que le pouvoir a choisi de traiter d'un souverain mépris, niant

l'existence des violences policières et faisant porter la responsabilité des blessures et mutilations aux Gilets jaunes eux-mêmes. Mépris pour les critiques, mépris pour les victimes : Macron, Castaner et compagnie jouent les durs, s'élevant contre la « *démocratie de l'émeute* » (Macron), « *une infime minorité violente* » (Griveaux), des « *assassins* » (Castaner), apportant un soutien inconditionnel aux forces de répression et adoptant chaque semaine un ton toujours plus martial.

Des discours qui se sont traduits en actes, avec une politique globale de répression tous azimuts, mais aussi l'adoption de la loi dite « anticasseurs », la multiplication des commandes de nouvelles armes de guerre pour la police et la gendarmerie (entre autres les LBD « multicoups »), les interdictions hebdomadaires de manifester aux quatre coins de la France, etc. Une escalade répressive destinée à pallier l'absence de réponse politique à la mobilisation, mais qui a eu pour principal effet de renforcer et d'élargir la contestation de la légitimité des violences policières.

Stopper la fuite en avant

D'après un rapport parlementaire publié en mars, le ministère de l'Intérieur admettait pas moins de 13000 tirs de LBD entre novembre et février, soit autant de tirs en trois mois que durant les deux années 2016 et 2017. Depuis, le gouvernement n'a pas communiqué de nouveaux chiffres, mais chaque samedi, ce sont des nouveaux cas de tirs sur des manifestantEs, des journalistes, des passantEs, etc., qui sont rapportés, et de nouvelles blessures. Au sein des forces de répression elles-mêmes des témoignages glaçants ont été recueillis, comme celui de cette policière interviewée par *le Monde* (13 mai) :

« *J'ai mis la cartouche, j'ai vu un manifestant, j'ai visé la tête et j'ai tiré, sans raison. Je ne sais pas du tout pourquoi j'ai fait ça.* » Fort heureusement, la résistance s'organise, avec divers cadres et initiatives se fixant pour objectif de stopper cette machine infernale : appels d'associations et d'ONG contre la loi dite « anticasseurs », cadre unitaire contre la répression et les libertés publiques à l'initiative des députéEs de La France insoumise, « actes » des Gilets jaunes contre les violences, soutien aux lycéenEs de Mantes-la-Jolie victimes de violences et d'humiliations, et récemment création du collectif « MutiléEs pour l'exemple », qui entend organiser une manifestation nationale, fin mai ou début juin, pour l'interdiction des armes de guerre (LBD et grenades). Des initiatives salutaires, indispensables, mais qui ne sont malheureusement pas encore, aujourd'hui, et ce aussi utile que soit chacune d'entre elles, à la hauteur des enjeux. En effet, l'escalade de ces 6 derniers mois constitue autant de caps franchis par un pouvoir aux abois, sur lesquels il n'entend pas revenir. Une mobilisation unitaire, et d'ampleur, est nécessaire : il en va des libertés publiques, entre autres et notamment de celles de manifester. **J.S.**

et ces échanges restent à des niveaux individuels et personnels. À cette étape, ce sont davantage des rencontres humaines que des ferments de reconstruction d'une conscience de classe partagée.

**Des occasions manquées,
des débats à mener**

Des occasions ont été ratées, en particulier autour du 5 février, journée de grève appelée à l'initiative de la CGT. À la suite d'Éric Drouot, de nombreuses et nombreux Gilets jaunes avaient relayé l'appel à une journée de « grève générale » pour les revendications. Mais la CGT, au-delà d'un communiqué offensif, n'a pas cherché à mobiliser réellement, ni, surtout, donné la moindre perspective pour transformer l'essai. La tentative est donc restée au milieu du gué. Et ce n'est que sur la pointe des pieds que la CGT, Solidaires, voire même la FSU et FO, ont participé aux initiatives unitaires contre la répression gouvernementale, comme le 13 avril. De fait, il a fallu attendre le 27 avril et surtout le 1^{er} Mai pour que des initiatives communes soient organisées. Et encore, le 27 avril ce n'était pas par la Confédération CGT mais par des unions départementales et quelques fédérations qui avaient déjà des expériences de luttes communes. Et le 1^{er} Mai, ce sont les violences policières qui ont mêlé les cortèges Gilets jaunes et militantEs syndicaux, et non pas une volonté largement partagée d'agir ensemble.

Au bout de 6 mois de mobilisation tenace, le mouvement des Gilets jaunes a questionné le mouvement ouvrier. Il a révélé, sous un nouveau jour, l'incapacité des directions syndicales à dialoguer avec un pan de la classe ouvrière qui leur était étranger et plutôt hostile. Les initiatives impulsées par des militantEs du mouvement ouvrier ont toutefois permis de conforter, chez les Gilets jaunes, l'expression de revendications sociales. Et ces militantEs se sont revigorés au contact de la détermination et de la radicalité de ce souffle contestataire. Mais les débats sur les formes de lutte et les structures d'auto-organisation pour les mener, qui nous permettraient de faire enfin caner Macron et le patronat, sont devant nous, avec des réponses à inventer à la lumière de nos différentes expériences.

Cathy Billard



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

UN EXEMPLE DE STRUCTURATION : LES GILETS JAUNES DANS LE GRAND EST

Six mois déjà, et nous sommes toujours là. Un genre d'exploit qui rend fiers... et fières, car la charpente de notre édifice est très féminine. Incroyable mais vrai, on a tenu déjà six mois. Pour nous, comme pour bien des Gilets jaunes de ce pays, ce n'est pas *game over*, loin de là. Nous sommes toujours sur la brèche !

**Un bon 1^{er} Mai pour
Strasbourg**

Environ 2500 en manif, un cortège Gilets jaunes (GJ) fourni en tête avec une grande banderole « *Vivre et non survivre, on lâche rien* »... derrière une toute petite banderole intersyndicale. Fait nouveau, le dirigeant de l'UD CGT 67 n'a posé aucune difficulté à nous laisser passer en tête. Il y avait dans nos rangs des salariéEs, dont celles et ceux, en lutte, des sucreries d'Erstein où un PSE est en route... En fin de manif, les syndicats n'ayant pas prévu de prise de parole, nous en avons improvisé une, applaudie. Puis barbecue GJ, avec des étudiantEs, des ouvrierEs, des hospitalierEs, postierEs, territoriaux, retraitéEs, et des militantEs syndicaux et politiques – POI, autonomes et nous. Super moment convivial.

**Un bon samedi 4 mai
pour Metz**

Manifestation régionale à l'occasion du G7 de l'environnement, prévue au calendrier de la Coordination des Gilets jaunes de l'Est (réunie pour la première fois en février). Environ 4000 manifestantEs. On s'attendait à plus... relativement peu de monde du côté des organisations écolos,

syndicales et politiques, la moitié du cortège était composée de GJ. Et comme c'est le cas depuis le début du mouvement en Lorraine, des GJ essentiellement « prolos » et déterminés. Le groupe de Saint-Avold (commune située à l'est de Metz) était particulièrement massif et structuré. Sur leur rond-point, se rassemblent, entre autres, des militantEs FI et des travailleurEs en lutte d'une boulangerie industrielle menacée par un PSE (259 suppressions de postes sur le site de Folschviller). En début de manif, c'est à nous qu'il a été demandé de faire la prise de parole, sur le mouvement (revendications, convergences nécessaires) et sur la répression, devant 1500 personnes environ (coordination GJ et écolos essentiellement). Après la manif, on est passé à la fête des Gilets jaunes dans une salle de spectacle à Metz. Beaucoup de discussions avec des salariéEs des ronds-points de Lorraine, décidés à ne rien lâcher. À noter la présence, au rassemblement, de Francis Lalanne, qui a constitué une liste de Gilets jaunes pour les Européennes.

**« Kermesse de convergence
des luttes » à Strasbourg**

Encore un succès pour nous. Environ 300 personnes, entre 11h et 18h. Et des stands, tenus par des écolos en lutte, des syndicalistes de l'UL CGT de Strasbourg et Molsheim (entre autres des brasseries Kronenbourg), des chômeurEs et précaires, un collectif de profs en lutte... Animation, restauration, débat de près de deux heures qui a mêlé luttes locales (cheminots, Punch-ex-General



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

Motors) et mouvement des GJ, avec 80 présentEs. La journée s'est terminée par un concert. Le dimanche 12 mai, réunion de coordination dans le Haut-Rhin : encore une rencontre et des débats, le rond-point dit « du nouveau monde » étant toujours très vivace à Mulhouse, et la promesse d'une prochaine coordination de l'Est le 19 mai.

**Qui dit que les Gilets jaunes
sont incapables de s'organiser ?**

S'il est un mythe, lancé par Macron dès le début du mouvement des GJ, c'est celui de son incapacité à s'organiser : ce serait le bazar, on ne saurait pas à qui parler, rien à voir avec ces chefs syndicaux accourant à la moindre promesse de dialogue ! Les Gilets jaunes n'ont pas joué ce jeu-là, mais entre elle et eux, pour la poursuite de leur mouvement, ils et elles

ont su trouver un foisonnement de formes d'organisation dont le grand Est donne la preuve. Ils et elles se sont retrouvés sur les ronds-points, dans des assemblées locales, dans des coordinations régionales, voire à plus haut niveau, des rencontres dont la préparation, avec le souci du maximum de représentativité de ses participantEs, a nécessité un énorme investissement en temps et en énergie. Une forte organisation aussi, pour tenir la longue série des manifestations et actions communes, face à un pouvoir et une police des plus agressifs. Les Gilets jaunes se sont également organisés sur les réseaux sociaux, un maquis où il faut savoir quoi prendre et quoi laisser... À Strasbourg, Mulhouse ou Metz, nous sommes de forts noyaux, organisateurEs d'initiatives multiples, dont cette coordination du grand

Est née en février, à l'exemple de l'Assemblée des assemblées de Commercy rassemblée en janvier. Plus récemment a eu lieu la coordination de Saint-Nazaire, dont on peut regretter que – paradoxe ! – ses initiateurs, qui ont attiré des Gilets jaunes de la France entière, n'aient proposé que des perspectives d'organisation locale, qui plus est institutionnelle puisqu'il s'agit de proposer des listes pour les prochaines élections municipales de 2020. Un horizon bien en deçà des aspirations des Gilets jaunes qui, certes de façon confuse, veulent que tout un « système dégage ».

**Un degré d'organisation
non négligeable**

Le mouvement des Gilets jaunes a offert et continue d'offrir un kaléidoscope de formes d'organisation et de tentatives de centralisation. Elles n'ont pas abouti à une véritable coordination nationale. Mais eu égard au caractère inédit de ce mouvement qui a surgi à l'échelle nationale, hors de tout cadre syndical ou politique, le degré d'organisation atteint est loin d'être négligeable. Certes, les figures nationales des Gilets jaunes qui ont rythmé le mouvement en fixant tous les samedis les lieux de manifestation n'étaient pas élues, étaient autoproclamées, mais d'autres plus anonymes, partout dans le pays, ont cherché et trouvé une représentation plus démocratique. Et – grande force des Gilets jaunes –, ils et elles n'ont pas admis de chefs qui les trompent... ce qui n'est pas si banal ! **CorrespondantEs**

GRANDE DISTRIBUTION La boucherie sociale se poursuit

La grande distribution n'en finit pas de dévorer ses salariéEs (voir l'Anticapitaliste n°469), à tel point que la CGT a comparé la situation à celle qui a touché la sidérurgie au siècle dernier. Ainsi, à Carrefour, c'est une rupture conventionnelle collective géante qui va être mise en œuvre.

Trois mille départs prétendument volontaires sont programmés d'ici la fin de l'année, via ce dispositif instauré par les ordonnances Macron-Pénicaud qui permet de faire fi du motif économique du licenciement, alors même que l'entreprise veut fermer ses rayons bijouterie et électroménager ainsi que ses stations-services, et de l'obligation de reclassement.



À Auchan, qui appartient encore à une des plus grosses fortunes françaises, une vingtaine d'établissements doit être cédée, avec 700 emplois menacés, ce qui n'empêchera pas l'enseigne d'investir dans le pharaonique projet Europa City, pourtant décrié.

Des cadeaux pour les patrons, la misère pour les salariéEs

À chaque fois, des voix s'élèvent au plan syndical, politique, et désormais chez les Gilets jaunes, pour rappeler que ces entreprises ont perçu, ces dernières années, au nom de l'emploi, des centaines de millions d'euros au titre du CICE. De plus, un amendement adopté suite au vote de la loi PACTE le 11 avril dernier restreint le champ d'application du travail de nuit, en « autorisant » désormais le personnel des commerces alimentaires à travailler de 21 heures à minuit. Plutôt que de faire respecter la loi qui l'interdisait, les députés LREM dégradent davantage les conditions d'existence de milliers de femmes en situation de monoparentalité, majoritaires dans ce secteur, tout en versant une larme sur leur sort en cas de pension alimentaire impayée.

La riposte se fait attendre mais, le 9 mai dernier, Sud Commerce, rejoint par la CGT et les postiers du 92, a organisé un rassemblement pour protester, outre sur ce point éclipsé par la privatisation d'ADP qui figure dans cette même loi, contre la généralisation des caisses automatiques et la transformation de ces commerces en magasins multistock. Celles et ceux de New Look n'ont eux pas dit leur dernier mot, alors que la perspective de liquidation de l'entreprise se rapproche, et ils et elles feront à nouveau grève pour se rassembler le 20 mai prochain au tribunal de commerce de Paris pour une audience qui s'annonce décisive.

LD

FONCTION PUBLIQUE En cours de destruction

Le projet de loi de « transformation de la fonction publique » est examiné à l'Assemblée nationale depuis le lundi 13 mai, après une journée nationale de grève et de manifestations à l'appel des 9 organisations syndicales de la fonction publique. Et les raisons sont grandes pour combattre cette nouvelle loi.

Sur l'air bien connu de la « modernisation », pour prétendument rendre la fonction publique « plus attractive et plus réactive », le projet de loi de « transformation de la fonction publique » a été présenté le 27 mars au conseil des ministres et est, depuis, le 13 mai discuté à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a décidé, comme à son habitude depuis deux ans, de passer en force et rapidement, puisqu'il prévoit une adoption du texte par le Parlement d'ici l'été et une application au 1^{er} janvier 2020. Et pour que son projet de loi de destruction de la fonction publique soit soutenu par la majorité de la population, ce gouvernement use depuis des mois du fonctionnaire bashing : sur leurs privilèges incroyables, leur emploi à vie, leur rémunération ou encore leur temps de travail.

Il est fini le temps des fonctionnaires

Les 33 articles que comporte cette loi ne sont ni plus ni moins qu'un arsenal sans précédent contre les droits des agentEs, mais aussi plus globalement contre l'ensemble de la population. Si cette loi passe, le statut ne sera dans quelques semaines qu'un lointain souvenir. En effet, le projet de loi prévoit que les emplois seront occupés par des contractuelEs, y compris pour des postes de hauts fonctionnaires, qui seront recrutés en CDI ouvrant ainsi les vannes d'un recrutement clientéliste, politique ou relationnel, avec la recherche assumée de recrutement de « profils venus du secteur privé » sur des « postes à haute responsabilité ». Avec les risques d'assujettissement et de conflits vis-à-vis des intérêts privés...

Pour les autres agentEs, ce seront des contrats de mission qui pourront aller de un an à six ans maximum pour des missions

LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX FONCTIONNAIRES



très précises et n'ouvrant ni sur un CDI et encore moins sur une titularisation. Ainsi, avec les articles concernant le recrutement, ce projet de loi met fin à la fois au statut général de la fonction publique, qui permet au fonctionnaire d'exercer ses missions sans pression politique ou financière et de rendre un service équitable pour touTEs, et ouvre la voie à une fonction publique de métiers et non plus de carrière.

Mais ce n'est pas tout puisque, pour le gouvernement, il faut aussi se débarrasser des fonctionnaires pour pouvoir externaliser, privatiser, supprimer des missions de service public. C'est ainsi que le projet de loi prévoit également tout un arsenal de mesures imposant la mobilité forcée, des départs volontaires, des détachements d'office et, cerise sur le gâteau, il est même prévu une rupture conventionnelle, pour les contractuelEs dans un premier temps, qui sera élargi très rapidement aux fonctionnaires.

Marche ou crève

Si la question du statut est mise sur le devant de la scène, le projet de loi s'attaque également à la rémunération des fonctionnaires avec la mise en place de la « rémunération au mérite ». Et là, c'est encore la casse à tous les étages car, selon le gouvernement, l'indiciaire est trop important et il faut donc introduire de l'aléatoire dans la rémunération au mérite. Et évidemment, le tout accompagné de la même musique : celle de la baisse de la dépense publique. Au lieu de réinstaurer l'ISF, d'en finir avec les cadeaux fiscaux qui n'avantagent que les plus riches, le gouvernement trouve donc, avec la rémunération au mérite, un moyen sans précédent d'abaisser la rémunération de la majorité des agentEs. Elle est pas belle la vie ? Et pour parfaire le tout, le pouvoir s'attaque également aux instances représentatives, en supprimant les CHSCT et en vidant de leur sens les Commissions administratives paritaires, qui permettent aux agentEs de pouvoir se défendre.

Combattre ce projet de loi : un enjeu de société

Face à ce projet de loi, l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique ont appelé (très tardivement) à une journée de grève nationale le 9 mai. Cette

journée est évidemment importante, puisqu'elle a été organisée dans l'unité, mais de nombreuses divergences existent dans cette intersyndicale. Les stratégies sont très différentes, entre ceux qui, depuis le début, bataillent pour le retrait, et d'autres pour l'intégration de leurs amendements. Il n'est pas certain que l'intersyndicale nationale de la fonction publique, qui se réunira le 16 mai prochain, organise une nouvelle journée de grève nationale. Une erreur qui risquerait de peser durablement... Car, avec ce projet de loi, le gouvernement va mettre en place un nouveau projet de société où tout ou presque sera aux mains du privé, de la concurrence, de la finance. De nombreuses mobilisations ont lieu dans différents secteurs comme dans l'éducation nationale, à l'hôpital, chez les territoriaux ou dans les finances publiques, et c'est tant mieux. Et là aussi, il y a urgence à ce qu'il y ait une convergence la plus large possible avec les agentEs du public, les salariéEs du privé et les Gilets jaunes, car une société sans services publics est une société plus inégalitaire. L'enjeu est donc de taille. L'ensemble des organisations syndicales nationales le comprendront-elles ? Rien n'est moins sûr.

Joséphine Simphon

LE HAVRE Rassemblement contre les ventes d'armes à l'Arabie saoudite

Des armes destinées au conflit yéménite, dont la ministre des Armées persiste à affirmer sans honte qu'« elles ne visent pas les civils » ! En réalité, le cargo Bahri Yanbu était bloqué en rade du Havre, prétendument pour des raisons techniques, mais plus vraisemblablement parce que cette affaire prenait un tour politique « délicat » dans une ville qui reste identifiée à Édouard Philippe.

Opaque commerce des armes

Dans le même temps était examiné par le tribunal administratif de Paris le recours déposé par l'ACAT et l'ASER pour empêcher le départ du

Jeu 9 mai, en fin d'après-midi, 200 personnes se sont regroupées à l'écluse François 1^{er}, au Havre, pour dénoncer le chargement programmé de 8 canons de type Caesar à destination de Djeddah, en Arabie saoudite.



cargo, recours finalement rejeté. Le rassemblement, appelé par la LDH et le Mouvement de la paix, avait été popularisé le matin même au sein de la manifestation de la fonction publique : ce sont donc

surtout des délégations qui se sont retrouvées sur le port, associatives, syndicales (CGT, SUD, FSU), politiques (PCF, FI, NPA), ainsi que des Gilets jaunes et des étudiantEs... Le Mouvement de la paix a

dénoncé, dans une prise de parole, le rôle de la France dans l'opaque commerce des armes, tandis que Jean-Paul Lecoq, député PCF du Havre, rappelait l'interpellation de la ministre des Armées qu'il avait faite la veille à l'Assemblée nationale sur le sujet.

On apprenait peu après que le cargo n'accosterait pas au Havre, et qu'il prendrait la route de Santander, dans l'État espagnol.

Correspondant

1 - Association des Chrétiens pour l'abolition de la torture et Association sécurité éthique républicaines.

SANTÉ Une contre-attaque à construire !



DR

NICE Arrestations arbitraires et violences visant des militantEs

Le 9 mai à Nice, l'ensemble des syndicats de fonctionnaires et d'étudiantEs appelaient à une manifestation pour défendre le service public.

Des policiers d'Alliance, syndicat proche de l'extrême droite, s'étaient joints à la CGC et entendaient imposer leur participation à la manifestation, et même y prendre la parole sans y avoir été invités. Plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer cette situation. Puis la manif est partie, CGT devant puis Solidaires, FSU, CFDT, UNSA, CGC loin derrière. Donc pas de contacts mais en milieu de manif les quatre militantEs d'Alliance qui n'étaient pas en service et donc sans brassard réglementaire, ont collé aux syndicalistes de Solidaires étudiant-e-s et de la FSU. Certains slogans anti-flics ont alors été lancés. En fait, il s'agissait bien d'un traquenard. Dès le début de manif,

ils ont repéré certainEs militantEs qu'ils voulaient embarquer. La manif s'est terminée sans problème, sans que nous sachions que déjà deux jeunes de Solidaires étudiant-e-s avaient été interpellés après leur départ de la manifestation.

«Outrage, rébellion violente et violence»

Au moment de la dispersion, notre camarade Olivier était, avec sa fille, au milieu de la place Garibaldi, quand deux policiers de la BAC accompagnés de deux stagiaires de la police allemande lui ont demandé ses papiers. Il a obtempéré et demandé le pourquoi d'un tel contrôle. Pour «outrage», s'est-il entendu répondre. Alors qu'Olivier contestait ledit outrage, les policiers lui ont intimé de les suivre. Olivier a alors dit à sa fille d'aller prévenir les personnes encore présentes sur la place. Les policiers lui ont fait une clé de bras, et Olivier a alors levé les bras et crié «À l'aide» pour que l'arrestation ne passe pas inaperçue. Les policiers lui ont passé les menottes et l'ont violemment

plaque au sol, se mettant à trois sur son dos. Olivier étouffait et suffoquait lorsqu'ils l'ont embarqué. Une sympathisante de Solidaires a également été arrêtée dans la bousculade qui a entouré l'arrestation d'Olivier. L'arrestation a provoqué une forte mobilisation dès jeudi après-midi. Le vendredi matin ce sont environ 130 manifestantEs qui maintenaient la pression devant le commissariat : syndicalistes, Gilets jaunes et militantEs politiques. Le lycée Calmette, où travaille Olivier, s'est mis en grève en solidarité, et 50 manifestantEs ont rejoint le rassemblement. Grâce à cette mobilisation, la garde à vue a été levée vendredi midi. Olivier est convoqué au tribunal le 19 décembre pour «outrage, rébellion violente et violence». Les autres militantEs sont poursuivis pour «outrage» ou pour «violence» à la suite de son interpellation brutale. Olivier s'est vu prescrire 10 jours d'ITT.

Éric Ciotti exfiltré

Cette arrestation arbitraire et violente, ainsi que les conditions

de garde à vue, sont une nouvelle illustration de la dérive sécuritaire de l'État face à toutes celles et ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement. Sans qu'aucune violence pendant la manifestation ne le justifie, ce sont des militantEs connus qui ont été visés par la police. Des militantEs qui sont de celles et ceux qui créent des liens entre les luttes : luttes syndicales, solidarité avec les migrantEs, les Gilets jaunes. Comme Geneviève Legay brutalisée par la police sur cette même place Garibaldi fin mars et toujours hospitalisée. Il n'y a pas de hasard ici... Épilogue : lors de la manifestation du samedi 11 mai, les Gilets jaunes sont tombés par hasard, place Garibaldi, sur Éric Ciotti. Celui-ci avait encore brillé la veille par son communiqué nauséabond demandant la suspension de l'Éducation nationale de notre camarade Olivier, au moins jusqu'à son procès. Les Gilets jaunes ont crié leur soutien à Olivier, et Ciotti a dû être exfiltré de toute urgence par la police.

Correspondant

AIR FRANCE 4 millions d'euros pour ça ?

Le nouveau PDG canadien à 4 millions d'euros (contre un million pour son prédécesseur obligé de partir suite à son référendum perdu) avait promis monts et merveilles : las, le néolibéralisme ne sait que proposer toujours la même recette : baisser les salaires, précariser les salariéEs, supprimer les emplois.

Cette fois ce sont les escales de province qui sont attaquées, particulièrement Marseille (63 postes supprimés sur 384), Bordeaux (37 sur 93), Bastia (50 sur 148), Ajaccio (54 sur 158)... Toutes les escales du réseau court courrier sont touchées, poursuivant un processus entamé depuis plus de 15 ans où les départs n'étaient pas remplacés, le personnel ayant une moyenne d'âge de 50 ans... Ce plan de départs volontaires fera ainsi office, pour certainEs, d'une mise en préretraite anticipée, les indemnités chômage étant là pour faire la soudure. En tout, 465 emplois supprimés sur un effectif de 3236 sur les escales Orly et province.

Lutter contre le low cost par le low cost

La direction Air France répond qu'elle va embaucher d'ici 2021, mais c'est surtout chez les navigants et pour remplacer les départs en retraite. Les effectifs prévus sont : + 250 pilotes (sur 3975) ; + 300 hôtesses et stewards (sur 12500) et, en revanche, - 600 personnels au sol (sur 24550). Le transport aérien poursuit pourtant sa croissance, mais l'enjeu est de toujours baisser et précariser les salariéEs. C'est le modèle low cost qui s'impose de plus en plus sur le court courrier dans l'espace européen. Moins de problèmes de sécurité car il y a un aéroport de décollage tout proche, des lois européennes permettant les travailleurs indépendants comme chez Ryan Air, un SMIC de rigueur et des temps partiels pour les autres. Air France lutte contre les low cost en développant son propre low cost : Transavia. Le développement de Transavia est limité actuellement à 40 avions, par l'accord avec les pilotes. Le PDG est en pleine négociation pour faire sauter ce seuil, en échange de quoi les pilotes pourraient, sous statut Air France, piloter les avions de Transavia, voire, comme maintenant, avoir une accélération de carrière. Par contre la maintenance au sol et l'assistance commerciale, sont low cost. Et les passagerEs, si ils et elles profitent de prix moins chers (pas toujours), sont parfois maltraités, avec des queues interminables à l'enregistrement, sans pouvoir s'asseoir, de gros soucis en cas de panne avion... Quand tout va bien, ça va, par contre s'il y a un pépin... De toute façon, les vrais riches ont de plus en plus recours à l'avion taxi, tellement plus pratique (pas de queues, de fouilles humiliantes, on part à l'heure qu'on veut...). Des effectifs plus réduits à qui on demande de faire toujours plus, la recette est connue... et va provoquer de nouveaux conflits. Avec en ce moment une recrudescence de sanctions individuelles contre les salariéEs rebelles. Le tout sur fond de grandes manœuvres dans le secteur, entre autres pour le contrôle des aéroports. Avec jeudi 9 mai l'annonce que le Conseil constitutionnel valide le référendum d'initiative partagée sur la privatisation d'Aéroports de Paris, ouvrant la voie à la récolte des 4,7 millions de signatures nécessaires. Une procédure qui bloque la privatisation pour au moins 6 mois. L'action ADP a chuté de 10%. Celle d'Air France ne va pas mieux.

Jet Aelys

METZ AlterG7 : «Ils sont 7, nous sommes 7 milliards!»

Les 7 ministres de l'Environnement des pays les plus riches, leurs conseillers, leurs homologues de 8 pays invités, plus les commissaires européens chargés de l'environnement (400 personnes au total) : il fallait au moins ça pour parler sérieusement de biodiversité, à Metz, les 5 et 6 mai. Le calme a été assuré par la mise en état de siège de la ville, plus de 2 600 flics y ont veillé. Tout ce beau monde s'est beaucoup «félicité», a même «reconnu», a «exhorté» mais n'a rien décidé...

Les associations, les syndicats et les partis n'ont pas attendu le résultat pitoyable des discussions pour se regrouper en «AlterG7Metz». La préparation de la manif du samedi 4 a été l'occasion d'un travail fructueux entre militantEs des nombreuses associations - Attac a joué un rôle moteur -, des syndicats (CGT, FSU, Solidaires, CNT) et des partis (ÉELV, PCF, FI, NPA). Affichage, tractage, élaboration de textes, de communiqués, de conférences de presse : autant de moments de discussion au cours desquels des liens se sont noués.

Combats locaux et globaux

D'importants combats locaux ont trouvé à s'exprimer, Bure contre la poubelle nucléaire, «Ni ici ni



ailleurs» et Strasbourg contre le contournement autoroutier Ouest, mais aussi «Stop Knaut», contre l'implantation près de Thionville d'une usine de fabrication de laine de roche tournant au charbon, ou encore contre l'implantation d'Amazon sur le site de l'ancienne base aérienne militaire de Metz-Frescaty. À

noter, la veille de la manif, l'affiche, collée sur les 300 panneaux J-C. Decaux des deux lignes principales de bus de Metz, exigeant la gratuité ! C'est presque tout naturellement que les Gilets jaunes se sont progressivement intégrés dans la bataille en apportant leur dynamisme si réjouissant. De manière très significative,

c'est leur camion qui a servi pour ouvrir la manif.

Radicalité

C'est depuis ce camion que notre porte-parole Christine Poupin a évoqué «l'impossibilité du capitalisme vert», qu'un jeune militant luxembourgeois, Brice Montagne, a déclaré que «comme il y a 100 ans, l'enjeu est bien celui de la révolution au niveau mondial» et qu'un garçon de 15 ans, Victor Noël, militant de la biodiversité, a terminé ainsi son intervention : «Chaque insecte compte, chaque oiseau compte, chaque mammifère compte, chaque poisson compte. Nous comptons toutes et tous, car cet ensemble de vie compte plus que le profit.»

Commission nationale écologie

Le 9 mai, en prenant la tête de la manifestation parisienne contre la casse de la fonction publique programmée par le gouvernement, les grévistes des services d'accueil des urgences de l'AP-HP ont été rejoints par des collègues de la psychiatrie, qui bataillent depuis bien plus longtemps contre la transformation profonde de celle-ci au cours des dernières années. Politiques d'enfermement et de contrôle social généralisé s'opposent aux revendications des personnels, confrontés au traitement inhumain des personnes à soigner.

Les salariéEs du travail social aussi étaient présentEs, pour exprimer leur rejet de la privatisation et de la marchandisation de leur métier. Arrivé non loin du ministère de la Santé, sortant du parcours, le cortège s'est dirigé vers celui-ci mais a été rapidement stoppé par les forces de l'ordre. Bien évidemment, le ministre a refusé de recevoir une délégation. Les manifestantEs se sont promis de revenir et d'être beaucoup plus nombreuses et nombreux. À ce jour, pour les urgences, sont acquis la revalorisation de l'indemnité pour travail dangereux à hauteur de 65 euros mensuels, une prime exceptionnelle de 250 euros net et l'augmentation des effectifs de 61 soignantEs, bien loin des 700 postes

revendiqués au début du conflit comme le préconisait le référentiel de SAMU inter-urgences de France rejeté par le patron de l'AP-HP.

Course de vitesse

Alors que le mouvement s'élargit au niveau national, le Collectif inter-urgences s'est engagé dans un groupe de travail d'élaboration d'un référentiel avec la direction générale. Est-ce pour gagner du temps afin que le mouvement soit suffisamment étendu ? La grève en Île-de-France est engagée depuis 8 semaines alors qu'en régions, de nouveaux services rejoignent le mouvement. Les semaines à venir vont être cruciales car une course de vitesse est engagée face aux autorités sanitaires qui redoutent l'extension de cette mobilisation qui peine à se

structurer nationalement. L'urgence est à une initiative nationale de tous les secteurs en lutte. Surtout que les attaques pleuvent, notamment dans le secteur de la gériatrie, où l'AP-HP prévoit, d'ici 2024, de transformer 1 061 lits d'unité de soins de longue durée (USLD), structures sanitaires dans des établissements de santé, en lits dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics, maisons de retraite médicalisées. Sous le fallacieux prétexte que 38% des patients d'USLD ne nécessiteraient pas de soins médicaux très importants, selon l'enquête de l'Agence régionale de santé (ARS). Cette dernière préconisait, en 2018, d'augmenter les lits d'USLD dans certains départements pour faire face au vieillissement ! Cherchez l'erreur !

Les géiatres réfractaires à cette réforme, ainsi que les syndicats Sud et la CGT, dénoncent la logique financière qui préside à cette orientation. Les familles redoutent une prise en charge non adaptée aux besoins de leurs proches, car les effectifs soignants sont trois fois moins nombreux, situation à l'origine de la récente lutte des personnels des Ehpad qui exigeaient qu'il y ait un soignant dédié à chaque résident. D'autant que les familles auront à assumer une charge financière supplémentaire. Urgences, gériatrie, psychiatrie, travail social... L'heure est à la convergence des luttes pour mettre en échec ce gouvernement et défendre ensemble un autre projet de société.

CorrespondantEs

Le NPA en campagne n°3

Les comités en action!

Lille Réunion publique avec Olivier Besancenot. Samedi 11 mai, le NPA organisait une réunion publique avec Olivier Besancenot à Lille. Après l'introduction anticapitaliste et anti-Macron de Paola, Anaïs est intervenue sur la mobilisation contre la réforme du supérieur, suivie par le vigoureux témoignage de Marc, engagé dans le mouvement des Gilets jaunes : «*Nous sommes toutes et tous des Gilets jaunes car nous*



voulons tous construire une société plus juste et fraternelle. S'en est suivie l'intervention d'Olivier, dénonçant violence symbolique, violence policière et mépris de classe. Notre camarade a rappelé que, face au tournant autoritaire et néolibéral, il faudra lutter avec touTEs ceux et celles qui veulent se réapproprié cette société à travers un processus révolutionnaire. Olivier a décrit l'ambiance insurrectionnelle qu'il a vécue, à Paris, en décembre dernier : «*Je me suis dit que la révolution ne sera pas très loin de ça*», recevant une ovation du public composé d'une centaine de personnes dont des Gilets jaunes revenant d'un Acte 26 particulièrement réprimé. Le débat final a porté sur les perspectives pour l'Europe, les phénomènes migratoires et les questions liées à la propriété.



NPA

Austérité, destruction des services publics : l'ennemi est d'abord chez nous

Pas de liste aux européennes pour le NPA, mais une campagne politique pour faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste, dont nous déclinons un volet chaque semaine.

Malgré les suites de la crise de 2008, malgré le mécontentement des populations, l'Union européenne continue de préconiser des politiques d'austérité et de destruction des services publics. À gauche, du côté notamment de La France insoumise, il est habituel d'en rejeter la responsabilité sur Bruxelles et l'Allemagne, de dénoncer «*l'Europe allemande*». Chômage, fermeture de lignes SNCF, privatisations, etc. : cela serait de la faute au poids de l'Allemagne dans l'Union européenne et aux orientations austéritaires qu'elle obligerait les autres États à appliquer.

Des technocrates et des patrons bien de chez nous

Il n'y a pas de doute que les différents États capitalistes membres de l'UE essaient tous de peser afin que les décisions adoptées soient celles qui leur conviennent, à chacun, le mieux. Et de ce point de vue, la bourgeoisie allemande et son État ont un poids plus important que d'autres pays, y compris la France. Mais au-delà des divergences qu'elles peuvent avoir, une chose est claire : les fractions dominantes du capital européen, quelle que soit leur nationalité, sont d'accord sur le fond de ces politiques antisociales. Les deux lois travail (celle de Hollande puis celle de Macron) ont été concoctées à Paris par des politiques, des technocrates et des patrons bien de chez nous. Il en est de même pour la contre-réforme des retraites. Et il ne faudrait pas non plus croire que, sur tous les plans, la situation dans les autres États-membres est



pire qu'en France : en Belgique et au Luxembourg, par exemple, existent des mécanismes d'indexation des salaires sur les prix (en France l'indexation ne concerne que le SMIC). Pour ce qui est du démantèlement des services publics, c'est un des exercices favoris de revenir de Bruxelles en disant tristement : «*On n'aurait pas voulu cette décision, mais on a eu la Commission sur le dos*». Pure hypocrisie, alors que les grands groupes capitalistes français sont sur les rangs pour récupérer leur part des nouveaux secteurs livrés à la loi du profit, à l'instar de Vinci qui s'appropriait à fondre sur Aéroports de Paris. Et si un autre pouvoir, au service des travailleurEs comme Macron l'est à celui des capitalistes, se

trouvait advenir en France, ses ennemis ne seraient pas seulement à Bruxelles et à Berlin mais à Paris, dans les rangs de la finance et des dirigeants des grandes firmes.

Combiner plusieurs niveaux de lutte

Pour remettre en cause ce système, il faut combiner plusieurs niveaux de lutte. Le premier concerne nos propres capitalistes et notre propre État. Les institutions européennes sont entièrement modelées par la défense du marché et de la concurrence, elles sont encore plus protégées des pressions des salariéEs et des masses populaires que les institutions des États nationaux mais elles ne sauraient être présentées comme l'adversaire prioritaire, voire exclusif. Nous ne

sommes pas pour le «*Frexit*», agité par certains comme une solution miracle.

Au plan européen, comme dans chaque État, aucune avancée sociale et politique ne sera réelle sans empiéter significativement sur le domaine sacré de la grande propriété privée, sans remettre en cause le droit des patrons de licencier à leur guise et de gérer leurs affaires, en toute complicité avec les gouvernements, au mépris de toute préoccupation sociale et écologique.

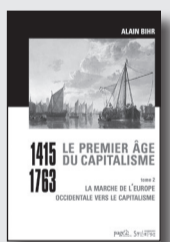
C'est à partir de la mise en œuvre d'un programme de rupture, porté par la mobilisation des exploités, que se pose la question de l'affrontement avec les institutions européennes. Non comme la clé permettant de retrouver une prétendue «*souveraineté nationale*» bien illusoire dans le cadre du maintien de la domination capitaliste, mais comme mesure d'auto-défense des travailleurEs et de leurs organes de lutte face au bras de fer que ne manqueront pas d'engager les institutions européennes et les différents bourgeoisies, et dans l'attente d'une extension du processus aux autres pays européens. Et se poser cette question n'est pas faire une concession au nationalisme, comme croit utile de l'avancer Lutte ouvrière...

Henri Wilno

librairie

★ la-breche.com
Rencontre avec Alain Bihl

JEUDI 16 MAI À 18H



Autour de son livre *la Marche de l'Europe occidentale vers le capitalisme. À la librairie La Brèche, 27, rue Taine*

75012 Paris, M° Daumesnil.

Fête du NPA
Débats, meeting, repas, concert avec **KinKeliba**

Samedi 18 mai
de 15h à 24h
Salle Festive Saint Etienne du Rouvray

Avec **Philippe Poutou**

Justice sociale, urgence climatique, c'est le système qu'il faut changer

correspondance@npa76.org
facebook.com/npa.rouen
www.npa76.org

FÊTE ANTICAPITALISTE
PRIX LIBRE

AVEC : **OLIVIER BESANCENOT**
COMITÉ ADAMA TRAORÉ
JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...

ET EN CONCERT :
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
KALUNA TRIO GUITARE TOULOUSE

SAM. 18 MAI 2019

NPA TOULOUSE - SALLE ERNEST RENAN
120/120H - MÉTRO 3 CORUS - 5 CHEMIN D'ARLBERG
ESPACE ENFANTS - LIBRAIRIE - STANDS - FILM
RESTAURATION - EXPOS - CONCERTS - SPECTACLE

MEETING
Précarité, Europe du capital, changement climatique... Stop!
SORTONS DU CAPITALISME !

Avec **OLIVIER BESANCENOT**

CLERMONT DE L'OISE
MARDI 21 MAI - 19H
CENTRE SOCIO CULTUREL 59 RUE WENCESLAS COUTELLIER

FIN DU MONDE FIN DU MOIS

MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT SORTONS DU CAPITALISME !

RÉUNION PUBLIQUE-DÉBAT
JEUDI 13 JUIN - 20H
GRENOBLE MAISON DES HABITANTS CENTRE VILLE 2 RUE DU VIEUX TEMPLE, TRAM B NOTRE DAME-MUSÉE

Avec **GAËL QUIRANTE**
MEMBRE DE LA DIRECTION DU NPA
POSTIER EN GRÈVE DEPUIS UN AN

DOMINIQUE MALVAUD
COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

Exposition

Rouge – Art et utopie au pays des soviets

Grand Palais, jusqu'au 1^{er} juillet; lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche: 10h à 20h; mercredi: 10h à 22h; fermé le mardi.

Il faut aller voir cette exposition. Malgré quelques absences regrettables, elle rend bien compte des dynamiques exceptionnelles que la révolution russe a entraînées au sein du monde artistique, toutes disciplines confondues. Elle intègre dans sa présentation tant les mouvements avant-gardistes que les courants académiques puis réalistes-socialistes, ainsi que quelques figures singulières.

Rencontre entre l'avant-garde artistique et le communisme

Le catalogue largement illustré fournit beaucoup d'informations, à la réserve près qu'il reprend le cadre idéologique d'une continuité «totalitaire» de Lénine à Staline. Mais l'ensemble permet aux spectateurs de disposer de réels éléments de comparaison. La Russie avait pu voir émerger des avant-gardes dès le début du 20^e siècle: cubo-futurisme, futurisme, rayonnisme, suprématisme, puis constructivisme et productivisme. Il faut souligner le nombre important de femmes qui y participèrent. Tous ces courants vont s'associer avec enthousiasme au processus révolutionnaire qu'ouvrit la révolution d'Octobre. On peut parler là d'une rencontre historique entre l'avant-garde artistique et le communisme dont l'apogée se situe entre 1917 et 1927, et cela sans renoncement de la part des artistes à leurs problématiques propres. Bien au contraire, un foisonnement de pratiques apparaît, des plus classiques jusqu'à de véritables

propositions pluridisciplinaires. De nouveaux modes d'expression artistique émergent, qui anticiperont ce que bien plus tard on appellera «performances» ou «installations». Cette énergie intense brouille les frontières entre les disciplines. La révolution s'imprègne des couleurs de l'avant-garde, de l'ébranlement des formes, des rythmes, et des mots qu'elle provoque. Cela résulte de cette confluence entre l'art et la vie, la politique et l'utopie, que stimulera, entre 1918 et 1927, la révolution russe. De Vitebsk à Moscou ou Petrograd, comme le proclamait Maïakovski dans son *Ordre à l'armée des arts*: «*Les murs sont nos pincesaux, les places sont nos palettes.*»

Vers le réalisme socialiste

Le champ artistique ne se réduisait pas aux courants d'avant-garde. Nombre des artistes académiques et pompiers vont s'adapter à la situation nouvelle, en particulier dans le cadre de la politique de la commande: portraits, scènes de genre, peintures d'histoire ou d'allégories picturales. Une partie des artistes du Proletkult vont défendre un art figuratif «à message». Ces deux courants vont progressivement s'allier contre l'avant-garde abstraite avec le soutien de la bureaucratie. La crise de la révolution et son aggravation vont voir cette alliance se consolider, ce modèle «réaliste» et académique s'affirmer et prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que va se



consolider la mainmise stalinienne et bureaucratique sur l'appareil d'État et sur la société soviétique. La condamnation de l'abstraction et du formalisme... jusqu'au «néo cézanisme» va accentuer la marginalisation de l'avant-garde soviétique. Une partie des artistes vont se mouler dans ce cadre et se mettre au service d'un art apologétique et pompier. À quelques exceptions comme Deneïka (d'avant guerre) ou Chterenberg, le réalisme, et plus précisément le réalisme socialiste, théorisé par Jdanov, ont été les terrains de la contre-révolution, particulièrement dans le domaine de l'art, soviétique.

Creuset d'une soumission à la dictature

Une partie de l'avant-garde va se mettre aussi au service du pouvoir

stalinien. C'est le cas en particulier des productivistes Rodtchenko, Klucis et Stepanova. Ce mouvement, inventeur du photomontage, et souhaitait en finir avec la peinture de chevalet pour rapprocher l'art et la vie, va être paradoxalement le creuset d'une soumission à la dictature. Son efficacité visuelle et graphique va être utilisée par la bureaucratie. Ils conçurent ainsi des matériaux de propagande visuelle d'une efficacité redoutable, comme celle du projet criminel de Canal de la mer Blanche. Cela n'empêchera pas certains d'entre eux de finir sous les balles de Staline (Klucis) ou d'être mis à l'index (Roldtchenko).

Le bilan est accablant, avec la mise sous le boisseau de l'essentiel d'une aventure artistique majeure, suicides (Maïakovski), disparitions tragiques dans les abîmes du stalinisme (Meyerhold), marginalisation, répression (Lissitzky, Malevich, Vertov), silence ou exil (Gontcharova, Larianov, Pougny). La période qui va de Gorbatchev à nos jours est du coup un peu contrainte et trop synthétique même si on peut voir les œuvres d'artistes importants comme Kabakov, Prigov, Boulatov, ou Komar et Melamid pour la diaspora. On perçoit chez eux un certain syncrétisme entre art pré-soviétique, art soviétique et art occidental. Ils développent un art du désenchantement et de l'ironie, du repli sur soi marqué par une grande distanciation face à l'utopie. **Philippe Cyroulnik**

Bande dessinée

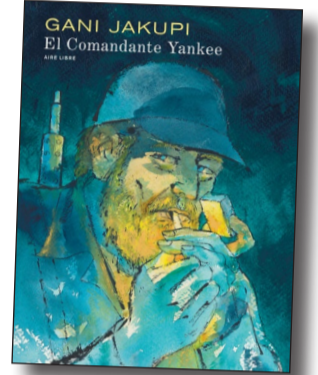
El Comandante Yankee

Scénario et dessin de Gani Jakupi, éditions Dupuis/Aire libre, 220 pages, 30 euros

La révolution cubaine nous tient à cœur. L'histoire du roman graphique *El Comandante Yankee* commence fin 1957, en pleine offensive de la guérilla, et se termine le 11 mars 1961 avec l'exécution du «Comandante Yankee» à La Havane pour trahison. Avant de sortir faire face au peloton d'exécution, il confia à ses compagnons de cellule qu'il souhaitait qu'un jour on connaisse la vérité sur lui. Tel est l'objet de cette BD. Huit ans de travail pour un dessinateur qui s'est mué en véritable archiviste et historien.

Contre la dictature de Batista: révolution ou stalinisme?

William Alexander Morgan, américain idéaliste, veut rejoindre Fidel et le premier front de la guérilla dans la Sierra Maestra. Sauf que, faute de moyens et de contacts, il devra s'arrêter en route à la Sierra Del Escambray, plus proche de la capitale et se joindre au «Segundo Frente» (second parce que chronologiquement créé après le Front de Fidel et du Che). Son intégration, en tant que Yankee roux et ne parlant pas espagnol, ne sera pas facile, mais il finira par s'entretenir avec le chef du Front, Eloy «Gallego» Menoyo. Menoyo est espagnol, son frère aîné est tombé sur le front de Madrid, son autre frère a combattu dans la résistance française et a péri lors d'un assaut contre Batista. Pour Menoyo, «*les staliniens ont fait perdre la guerre contre Franco et partout où ils arrivent, avant même de combattre l'ennemi, ils s'emploient à convertir tout le monde et à éliminer ceux qui pensent différemment. Ici à Cuba, le PSP¹ a pactisé avec Batista mais dans notre front tu trouveras des types du M26, du DR, de l'OA et des dissidents du PSP²*». Les paysans de la zone soutiennent le Front car Menoyo leur a promis la réforme agraire, et Morgan va vite montrer ses qualités de combattant, obtenir la confiance de Menoyo, le grade de Commandant pour diriger une unité de révolutionnaires. Une jeune militante du M26 de Santa Clara, Olga, rejoint le second front. Elle deviendra la femme de Morgan.



Divergences et rivalités au «Segundo Frente»

En octobre 1958, Fidel envoie le Che prendre le contrôle de la zone du second front. Le Che veut le commandement de tous les combattants du M26 du second front. Menoyo ne l'entend pas de cette oreille. Il gardera le contrôle du second front et discutera d'égal à égal avec le Che de la tactique de conquête. Le portrait dessiné du Che à cette période n'est pas très élogieux (autoritarisme, allié de Raul Castro pour staliniser le M26), il confie même à un Menoyo atterré son projet de collectiviser les terres des paysans dès la prise du pouvoir. Les deux dirigeants parviendront quand même à se mettre d'accord et les villes tomberont les unes après les autres.

El Comandante Yankee: idéaliste trompé ou agent double?

Dès la prise de pouvoir par Fidel, certains ex-opposants à Batista cherchèrent à le renverser. La CIA joue alors un rôle très trouble, en se servant de Morgan pour soutenir Castro dans un premier temps, puis pour le combattre dans un deuxième. Mais Morgan, déchu de la nationalité américaine, est devenu cubain, et paiera de sa vie les manœuvres de la CIA. Menoyo, exaspéré par la stalinisation du pays, entrera en opposition. Toute sa vie, il refusera de collaborer avec les «gusanos» et les américains. Il fera 15 ans de prison, passera par Miami pour revenir à Cuba et tenter de convaincre, en vain, Fidel de démocratiser le régime. Il restera, libre, à Cuba, jusqu'à sa mort en 2012.

Un immense roman graphique

Soutenu par le Centre national du livre et les éditions Aire Libre, Jakupi a pu prendre tout son temps et donner à son pinceau la possibilité de croquer ce morceau d'histoire. Il sait, par le jeu des couleurs, nous faire sentir la Cuba révolutionnaire, ses hommes et ses femmes et leurs contradictions. Il sait nous faire retrouver la sierra et les villes en ébullition. Une BD puissante qui donne à réfléchir et à débattre.

Sylvain Chardon

1 – PSP: Partido Socialista Popular, le parti communiste cubain d'avant la révolution.

2 – M26 Mouvement du 26 juillet créé par Fidel, DR Direction révolutionnaire des étudiants, OA Organisation authentique, des partisans de l'ancien président déchu par Batista.

Cinéma

Dieu existe, son nom est Petrunya, de Teona Strugar Mitevska

Film macédonien, 1h40, sorti le 1^{er} mai 2019.

Malgré le titre, Dieu est loin d'être la question principale du film, qui est davantage l'oppression des femmes dans une société patriarcale des Balkans. Petrunya a 32 ans, elle vit à Stip, ville de l'est de la Macédoine du Nord (l'ancienne république yougoslave de Macédoine, où le taux de chômage officiel est de 20%) chez ses parents, dans la chambre d'enfant qu'elle n'a pas quittée. Elle est diplômée en histoire mais n'a jamais trouvé de travail. Sa mère la trouve grosse et mal habillée. Quand le film commence, elle se rend à un entretien d'embauche dans une usine textile: sa mère pense que Petrunya a une chance d'être recrutée grâce au soutien d'une tante. En fait, le responsable qui la reçoit l'humilie et déclare qu'elle est trop moche.

«Je suis une femme, pas une idiote» En sortant, elle tombe sur une cérémonie orthodoxe qui se produit tous les ans à la fin de l'hiver: le pope jette dans la rivière des croix de bois. Petrunya saute dans les flots et emporte la croix. Son geste déclenche la colère des participants masculins, hurlant que cette tradition est interdite aux femmes. Malgré coups et menaces, Petrunya conserve la croix qui assure, dit-on, une année de bonheur et

de prospérité à son propriétaire. La réalisatrice s'est sur ce point inspirée d'une histoire réelle effectivement survenue à Stip et dont l'héroïne a dû fuir le pays. Petrunya, elle, fait front face au chef de la police, au pope et à sa mère, alors que le commissariat où elle est retenue est assiégé par de jeunes mecs excités. Celle qui, au début, se murait dans la bouderie et le silence, se redresse et commence à parler, à argumenter, à ironiser face à tous

les conformistes et hypocrites qui veulent préserver l'ordre patriarcal (même si en réalité la croix leur importe peu): «*Je suis une femme, pas une idiote.*» Petrunya vit dans une petite ville mais un autre personnage, totalement différent, est journaliste de télévision venue de Skopje, illustre le fait que, même dans la capitale et dans un autre milieu, l'inégalité entre femmes et hommes reste la règle. **Henri Wilno**

Roman

Les écœurés, de Gérard Delteil

Seuil/Roman noir, 280 pages, 18 euros.

Voilà une bonne occasion pour celles et ceux qui n'auraient pas pu côtoyer des Gilets jaunes de se plonger dans cette réalité contrastée. Ronds-points, assemblées, manifestations... Rien ne vous sera plus inconnu, ni les émotions, ni les hésitations tactiques et politiques, ni les confrontations. Et surtout on parvient à saisir un peu de l'ambiance faite de convivialité et de rudoiements qui font se tisser des liens sociaux et amicaux entre des personnes que peu de choses rapprochaient avant novembre dernier.

Mort d'une Gilet jaune

La mort d'une Gilet jaune (dommage que le bandeau de l'éditeur soit libellé

«Mort d'un Gilet jaune»!) sur un barrage va entraîner un jeune flic, stagiaire, infiltré parmi les Gilets jaunes par le commissaire de la petite ville bretonne de Saint-Plennech, de ronds-points en assemblées et jusqu'à une manifestation devant le commissariat. Une position bien difficile à tenir quand on s'éprend d'une militante... On lui pardonne car il fait moins de zèle à espionner les Gilets jaunes qu'à mener une double enquête avec celle sur la mort de la Gilet jaune et une éventuelle manipulation policière avec l'attaque d'un magasin de vins lors d'une manifestation. Au bout du compte, bien informé des turpitudes policières en accointance avec la sous-préfète



et les «responsables» économiques de la région, le héros laissera-t-il tomber une carrière difficilement commencée? **Robert Pelletier**



